

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 14 SEPTEMBRE
N°254 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

Témoignage
des cinéastes
Joris Ivens et
Marceline Loridan
sur Mao Tsé-Toung

voir p.2

ECOLE

*Austérité, licenciements
de personnel, sélection sociale*

C'EST LA RENTREE 76 !

Ce matin, dix millions cinq cent mille élèves, des maternelles aux classes du secondaire, entament une nouvelle année scolaire. Cette année débute sous le signe du sous-équipement, que ce soit au niveau des écoles ou des maîtres.

L'accueil en maternelle risque de poser d'autant plus de problèmes que 36 000 enfants de plus que l'année dernière y sont attendus, ce qui constitue la plus forte augmentation dans les effectifs scolaires.

L'autre visage de la rentrée, c'est le licenciement massif des maîtres auxiliaires, dernière partie du plan de résorption de l'auxiliaire. Selon le SGEN CFTD, 10 000 d'entre eux n'auront pas de postes cette année. Dans le même temps, Haby explique que les classes seront moins surchargées, grâce à la titularisation des maîtres auxiliaires !

Enfin, dernier visage de cette rentrée qui a déjà coûté très cher en équipements scolaires pour les familles populaires, la mise en place de la réforme Haby. Officiellement, celle-ci attendra 77, l'année 76-77 étant une année de transition. De fait, la réforme Haby se met en place petit à petit.



Le licenciement des maîtres auxiliaires, conséquence de la «rentabilisation» de l'école en est un aspect. Mais le renforcement des pouvoirs des chefs d'établissement est déjà entré dans les faits, les fermetures de lycée devant le puissant mouvement de lutte contre la réforme engagé par les collégiens et les lycéens l'ont assez prouvé.

Sous ces trois aspects, et principalement sur le dernier qui est le vaste projet de la bourgeoisie d'adapter l'école à sa situation de crise, la rentrée scolaire 76 doit être placée sous le signe des luttes.

Lutte contre l'école et l'enseignement au rabais. Lutte contre la réforme Haby, contre une école

directement au service du patronat, une école d'embrigadement idéologique. Lutte pour une école au service du peuple.

Barre à la télé :

«Il faut un effort courageux... Je vous dirai tout le 22...»

SON PLAN CONTRE LES TRAVAIL- LEURS EST PRÊT !

Giscard reprochait à Chirac de parler trop peu. On ne pourra pas faire le même reproche à Barre, qui depuis son entrée en fonction, multiplie les déclarations à la presse et à la télévision, même pour ne rien dire. Ses premiers mots après sa nomination avaient pourtant été pour dire qu'il serait économe de ses paroles.

Suite p. 6

DES CENTAINES DE MILLIERS DE TRAVAILLEURS CHINOIS DEVANT LA DÉPOUILLE MORTELLE DE MAO TSÉ TOUNG

Ils étaient plus de 50 000, samedi, venus de toute la Chine pour s'incliner devant la dépouille du président Mao. A l'entrée de la salle de cérémonie, au Palais du Peuple à Pékin, une large banderole porte ces mots : «restons fidèles aux dernières volontés du président Mao pour mener jusqu'au bout la cause de la révolution prolétarienne». Dans la salle aux

murs tendus de crêpe noir, couvert du drapeau du Parti Communiste Chinois, le président Mao repose. Des combattants de l'armée populaire de libération de Chine montent la garde à ses côtés.

L'abondance des couronnes atteste l'affection profonde du Parti, de l'armée et de tous les peuples des différentes nationalités.

Suite p. 8

CONTRE LES CRIMES DE LA POLICE ESPAGNOLE

*Après la manifestation de 200 000 personnes
samedi à Barcelone*

HIER, GRÈVE GÉNÉRALE DE 24 H DANS LE PAYS BASQUE

Le 11 septembre 1714, malgré la résistance opiniâtre de la ville en armes, les troupes franco-espagnoles de Philippe V, le premier des rois bourbons, mettaient fin au siège de Barcelone en investissant la ville.

Peu de temps après, ce grand ancêtre de Juan Carlos abolissait les institutions catalanes.

Pour le peuple catalan, ce jour de défaite est devenu chaque année celui de la lutte pour ses droits nationaux.

1976 n'a pas failli à la tradition.

La route de Barcelone à Saint-Boi, dans la grande banlieue a été bloquée par un gigantesque embouteillage, samedi dernier. Malgré le choix du lieu, parti-

culièrement mal desservi, imposé par le gouverneur de la capitale catalane, ce sont plus de deux cent mille

personnes qui se sont concentrées là-bas, à l'appel de la quasi-totalité des forces politiques et sociales du

pays. Dans le même temps, des rassemblements analogues se tenaient à Terrassa et à Gironne.

Suite p. 8



CONTRE KISSINGER EN TOURNÉE EN AFRIQUE AUSTRALE

*Trois jours
de grève générale
à Soweto*

*La Résistance
Palestinienne*

*ne se pliera pas aux
exigences syriennes*

Voir p. 7

L'HOMMAGE A MAO TSE TOUNG

TÉMOIGNAGE DES CINÉASTES JORIS IVENS ET MARCELINE LORIDAN

Joris Ivens, cinéaste révolutionnaire, a tourné de nombreux films, toujours du côté des peuples et nations opprimés. En 1930, il était en Union Soviétique, et réalisait quelques films au service du peuple soviétique dont «Le chant des héros». Puis quelque temps après, de retour en Belgique, il tourne «Borinage», film de soutien à la lutte des mineurs. En 1937, pendant la guerre d'Espagne, il se trouve aux côtés des républicains espagnols dans leur lutte contre les fascistes et tourne «Terre d'Espagne». Jugeant alors que le combat contre le fascisme se déroulait également de l'autre côté du globe, il se rend en Chine pour filmer la lutte du peuple chinois contre l'envahisseur japonais. Là il a de nombreux contacts avec le Parti Communiste Chinois.

Après plusieurs films dont un aux USA et un en Indonésie alors en lutte contre le colonialisme des Pays-Bas, d'où il est originaire, et d'autres sur les pays d'Europe de l'Est, il est invité par les cinéastes chinois en 1958.

Après un travail d'étude, il réalise «Six cent millions avec vous» qui montre la puissante mobilisation du peuple chinois manifestant contre le débarquement américain au Liban.

A partir de 1965, avec Marceline Loridan, il va mettre sa caméra au service des peuples d'Indochine en lutte contre l'impérialisme US. C'est «Le ciel et la terre» en 65, le «dix septième parallèle» en 67, et «Le peuple et ses fusils» en 68.

A la suite de plusieurs séjours en Chine sur une période de dix-huit mois, il va alors réaliser son cinquantième film : «Comment Yukong déplaça les montagnes» qui montre la vie des masses chinoises et leur intense participation à la vie politique du pays.

Pour Joris Ivens, on n'est pas un militant révolutionnaire sans être armé de la théorie marxiste-léniniste et ceci vaut également pour un cinéaste militant. Pour lui : «Chaque cinéaste ou groupe de cinéastes, qui veut faire des films militants doit bien définir sa place et sa position politique. Les mêmes questions fondamentales se posent à lui : pour qui faire des films ? En vue de quel résultat ? Comment et avec quels moyens ?

Il faut commencer par être un militant tout court, sans caméra, engagé dans la lutte politique de chaque jour. Chercher, découvrir, décider où la caméra va fonctionner. Un œil voit la réalité à travers le viseur de la caméra, tandis que l'autre reste grand ouvert sur tout ce qui se passe autour de la petite image enfermée dans le cadre. Un troisième œil, si l'on peut dire, doit être fixé sur le futur. Si la caméra est l'arme du cinéaste militant, il faut aussi savoir que, dans certains pays, à certaines périodes, dans certaines circonstances, la lutte pour la libération des peuples et la révolution socialiste exige une autre arme : le fusil».

Nous publions ici le témoignage de Joris Ivens et Marceline Loridan après l'annonce de la mort du Président Mao Tsé-Toung.

—Quotidien du Peuple : Peux-tu nous parler de la Chine, lorsque tu t'y es rendu pour la première fois ?

—J.I. : Je suis allé en Chine pour la première fois en 1938. Je voulais faire un documentaire filmé sur la lutte du peuple chinois contre l'invasion japonaise. Pour nous militants révolutionnaires, en Europe et aux Etats-Unis, cette lutte était la même sous d'autres formes, que la lutte du peuple espagnol contre le putsch de Franco, aidé par Hitler et Mussolini. A l'autre bout du monde, c'était la même lutte contre l'axe Berlin-Rome-Tokyo qui existait à cette époque.

J'ai connu une Chine misérable, de nombreux mendiants, une désorganisation complète, des épidémies sévissaient non seulement à Changai et à Pékin occupés par les Japonais, mais aussi dans le centre de la Chine. Je suis resté neuf mois et j'ai vu la cruauté, la brutalité de l'armée japonaise.

—QdP : Comment se manifestait la mobilisation opérée par le Parti communiste ?

—J.I. : Nous avons rencontré des gens qui avaient entrepris la lutte contre cette misère, qui avaient confiance dans le peuple. C'était le Parti Communiste qui puisait toute sa force dans le peuple, dirigeait tout l'effort contre l'envahisseur et organisait la lutte contre lui pour une vie plus libre.

Les paysans m'ont parlé : après huit années de lutte, les gens n'avaient plus peur de dire ce qu'ils pensaient. Les paysans n'avaient plus peur des soldats. Pendant deux mille ans, les soldats envahissaient les campagnes, pillaient les récoltes, volaient les poulets, les cochons, emmenaient les femmes, les filles. Maintenant, l'armée, les soldats étaient des amis. Quand ils prenaient une porte pour transporter un blessé, le lendemain, ils venaient remettre la porte, en l'ayant réparé au préalable. Ils vérifiaient que le paysan avait assez de poulets pour sa famille, avant de lui en acheter un. C'est l'application des règles formulées par Mao et le Comité Central du PCC. Aujourd'hui, nous l'avons

constaté, ces traditions révolutionnaires sont vivantes dans l'Armée Populaire. Dans toute la Chine, c'est aujourd'hui comme c'était à Yenan. Les soldats ont leurs propres terrains pour produire leurs légumes, pour leur bétail. Ils n'ont jamais vécu en parasite vis-à-vis de la population, au contraire.

—QdP : Les écrits de Mao sur la littérature et l'art vous ont aidé dans votre travail et votre réflexion sur le rôle du cinéaste révolutionnaire.

—J.I. : Les écrits de Mao sur la littérature et l'art sont parus très vite aux Etats-Unis. Ce fut une chose excellente, non seulement pour moi, mais pour tous ceux qui veulent mettre l'art au service de la lutte des peuples pour l'indépendance, au service de la lutte des classes. C'était un grand apport : j'y retrouvais des choses que j'avais commencé à sentir dans ma pratique et dans ma vie militante dans la classe ouvrière. Mais cela allait bien au-delà. Les principes que Mao avaient dégagés m'ont aidé durant tout mon travail depuis. J'ai toujours sur moi ce petit livre : les idées qui s'y trouvent sont vraiment universelles. Il n'est pas seulement valable pour la Chine. Pour mettre son art au service du peuple, il ne faut pas hésiter à travailler dans le peuple, pour connaître toujours mieux sa lutte.

Il faut relire ce livre. Dans la société bourgeoise, quand on a lu un livre, on croit savoir ce qu'il y a dedans. Ce n'est pas vrai. Il faut après une certaine pratique, par exemple au bout d'un an relire ce livre. J'ai appris en Chine que pour ne pas avoir de connaissances superficielles, il faut lier théorie et pratique.

—QdP : Qu'est-ce que représente Mao Tsé Toung pour vous ?

—Sa vie est liée à cinquante années de vie du peuple chinois. Mao est un homme entièrement lié à la vie de son peuple. Il est important aussi de noter qu'il a toujours refusé les luttes personnelles. A chaque étape importante de la vie politique de la Chine, il a fait appel au peuple. Il a imposé le front

En 1938, je voulais faire un documentaire sur la lutte du peuple chinois contre l'invasion japonaise.



uni au Kuomintang parce qu'il a fait appel au peuple chinois qui, dans son ensemble, comme le PCC, voulait l'unité pour lutter contre l'invasion japonaise. De même, en 1927, au moment où l'on ne parlait que de la lutte dans les villes, il est parti rejoindre les paysans, les plus pauvres. C'est vers eux qu'il s'est tourné et à partir de là qu'il a posé tous les problèmes. Le peuple chinois sait tout cela, connaît bien le rôle de Mao Tsé Toung, les rapports qu'il a établis avec les masses. Il a toujours montré dans les faits qu'il faisait toujours confiance au peuple. Il l'a prouvé encore dans la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, où il a fait appel à la révolte du peuple contre tout ce qui tirait en arrière, vers le retour au capitalisme.

Sans l'intervention décisive de Mao et du PCC, il n'y aurait pas eu de lutte contre les Japonais de la part du Kuomintang. Il ne faut pas croire que Mao est seul, mais il a catalysé au sein du Parti, les positions justes. Il a parfois été mis en minorité, parce qu'il avait un autre point de vue, que le point de vue dominant. Il ne faut pas oublier cela, Mao est le contraire d'un dictateur qui se maintient au pouvoir pour un temps, mais disparaît.

C'est parce que Mao a su montrer pourquoi le Front Uni était nécessaire que les masses s'en sont saisi et sont descendues

dans la rue pour obliger Tchang Kai-Chek à l'accepter. Ce n'est pas un décret, un bout de papier qui a décidé de cette politique, mais les manifestations de masse à Nankin, à Pékin, partout où c'était possible à l'époque. Il ne faut jamais l'oublier.

—QdP : Le peuple n'est pas désespéré par la disparition de Mao ?

—Je ne crois pas. Il a une énorme peine. Je crois qu'il a une inquiétude légitime, parce que Mao avait un prestige énorme, il jouait un grand rôle pour unifier, son prestige pesait de tout son poids. Mais il y a une chose qu'il faut retenir, tout a fait exceptionnelle dans l'histoire, c'est la Grande Révolution Culturelle, quand les dirigeants ont fait appel à la révolte du peuple.

C'est la volonté d'armer idéologiquement et politiquement le peuple, qu'il soit toujours plus conscient. C'est ce que nous avons découvert lors de notre séjour en Chine. Les gens étaient conscients de leurs erreurs, de leurs faiblesses, et s'armaient au cours d'un puissant mouvement pour maîtriser la théorie. Non pas de façon abstraite, mais pour maîtriser son destin, on maîtrise la théorie, pour unifier le peuple, pour résoudre des questions aussi décisives que : qu'est-ce que la voie révolutionnaire ? Quel travail concret entreprendre pour la suivre ?

—QdP : C'est ce que vous voulez montrer dans vos films ?

—J.I. et M.L. : Sur le plan international, il ne faut pas oublier que la Chine a été partie prenante de tous les grands moments de l'histoire moderne. Mao Tsé Toung a fait que la Chine était dans le camp des forces démocratiques pendant la deuxième guerre mondiale.

Ensuite, la Chine, avec l'Albanie, a pris la responsabilité historique de rompre et de dénoncer l'impérialisme soviétique et le révisionnisme. C'est un élément capital de la lutte au vingtième siècle. Les peuples des pays de l'Est en seront sans doute un jour reconnaissants à la Chine et à l'Albanie. Aujourd'hui, les peuples du Tiers-Monde dénoncent l'hégémonie des deux super-puissances, alors qu'il y a quelques années, les Chinois étaient les seuls à formuler cette analyse qui est de plus en plus courante car de plus en plus vérifiée.

La Chine a montré au monde entier que le socialisme n'avait rien à voir avec l'URSS actuelle, qu'en dehors de l'impérialisme et l'URSS il était possible de créer autre chose.

Enfin, il ne faut pas oublier le rôle de base arrière de la Chine pour le Viet Nam. En dehors de

leurs heures de travail, les gens se mobilisaient pour produire pour le Viet Nam. Ce n'était pas un simple soutien d'Etat à Etat, mais la mobilisation de tout un peuple pour aider la lutte d'un peuple frère.

Il n'y a pas de «socialisme chinois». Ce qui est réalisé en Chine a des aspects spécifiques liés à l'histoire, à la culture chinoises. Mais dans la leçon chinoise, il y a des aspects universels, extrêmement importants, comme les rapports ville-campagne, travail manuel-intellectuel. La transformation des intellectuels, l'union des ouvriers avec les intellectuels, la gestion des entreprises ; la façon de résoudre la contradiction entre centralisme et démocratie sont autant d'aspects universels décisifs.

Dans la mesure où la bourgeoisie perçoit que c'est vraiment le socialisme, elle essaie de l'évacuer en disant : c'est le «socialisme chinois» sous-entendu, il n'est possible qu'en Chine.

Avant, on disait : la Chine de Mao, c'est épouvantable, aujourd'hui, on dit : la Chine sans Mao, c'est épouvantable. C'est une façon de dire, qu'est-ce qui nous attend avec la Chine ! Dans un autre sens, je crois qu'il se passera encore beaucoup de choses en Chine : des bouleversements ont lieu là-bas avec une société en plein mouvement dont tout un peuple dirigé par un PC lucide, affronte sans crainte les contradictions pour les résoudre.

Je crois que Mao lui-même disait que savoir si la Chine restera rouge ou non n'est pas un problème immédiat, qu'il faudra des dizaines d'années pour répondre à cette question. D'autre part, la Révolution Culturelle et les grands bouleversements qui ont suivis ont complètement régénéré le Parti Communiste Chinois. On a l'impression en lisant la presse que les commentateurs bourgeois sont pris au dépourvu. Ils n'y comprennent rien, je suis persuadé qu'ils n'y comprennent rien».

Recueilli par
Paule SACONNET

LES SONDAGES PRÉPARENT LE PLAN BARRE

Ils veulent faire accepter le blocage des salaires

Le Point (avec l'IFOP) et l'Express (avec la SOFRES) ne pouvaient faire autrement que de centrer leurs sondages de la semaine sur le plan d'austérité en préparation, sur le «plan Barre». Au delà de l'actualité, ces sondages sont une partie de tout un arsenal de moyens mis en œuvre pour faire accepter l'idée d'un plan d'austérité, et en même temps pour trouver les moyens les plus «indolores» de le faire passer.

Il serait difficile, même par un habile enchaînement de questions de ne pas reconnaître le mécontentement général, et l'inquiétude face à l'année qui vient. Dans le Point, 86 % des sondés pensent que les prix augmenteront plus que l'année dernière, et dans l'Express, 79 % des sondés estiment que la situation économique est très grave.

Une fois reconnue cette vérité qu'un sondage aurait bien de la peine à cacher, il s'agit de la minimiser et de l'utiliser. En demandant aux sondés «s'ils sont prêts à faire des sacrifices», 68 % estiment que ce n'est pas à eux de le faire. Les commentaires sont alors du genre : «l'opinion est contradictoire, elle estime que la situation est grave, mais ne veut pas faire de sacrifices. Il faudrait savoir...»

Le sondage du Point est lui à la recherche d'un «consensus». Aussi parle-t-il d'un éventuel blocage des prix (79 % de réponses favorables) en enchaînant aussitôt sur un éventuel blocage des salaires. La question est évidemment piège : on rabache depuis des semaines que la cause de l'inflation est «la course entre les salaires et les prix», que blocage des prix et des salaires vont ensemble

(même si toutes les dernières années montrent que le blocage est au niveau des salaires, pas des prix), et on s'adresse à des gens qui viennent de se montrer favorables à un blocage des prix. La réponse est quasiment téléguidée : 49 % des sondés se retrouvent favorables à un blocage des revenus.

Ainsi démontée, la ficelle de l'opération paraît grosse. Elle est pourtant très largement reprise sous la forme : «Un français sur deux est favorable à un blocage des revenus». Notons au passage l'escroquerie qui passe du résultat du sondage à «l'opinion des français».

Cela fait tout à fait l'affaire de Barre, évidemment.

L'autre aspect de ces sondages est de tâter le terrain sur d'éventuelles mesures contre l'inflation, puisque le plan Barre est toujours secret. Le Point a établi toute une liste de mesures, à la suite du blocage des revenus dont nous avons déjà parlé. Blocage des salaires au-dessus de 7 000 F ; majoration de l'impôt pour les foyers ayant plus de 5 000 F de revenus, impôt «modéré» sur le capital, aide aux agriculteurs et impôt exceptionnel... La panoplie des mesures de blocage des revenus s'affi-

ne ainsi. Car en la matière, les recettes ne sont pas nouvelles, et ce n'est que sur un dosage de chacune d'elles que Barre peut jouer. Le sondage peut donner quelques éléments sur le dosage, mais surtout accrédite l'idée qu'en dehors des recettes Barre, il n'est pas d'autre moyen de sortir de la situation actuelle.

Il est caractéristique que la seule question posée sur une éventuelle forme de lutte porte sur «la grève de l'impôt», forme de lutte dont le caractère poujadiste est aussitôt souligné par le commentateur du sondage... Aucune question, bien évidemment, sur la lutte des paysans (mais dans quelle proportion sont-ils représentés dans les échantillons de l'IFOP ou de la SOFRES ?), ou sur une solidarité fondée sur la lutte commune entre travailleurs des villes et de la campagne.

Nous voilà en tout cas prévenus : le plan Barre tournera autour d'un blocage des salaires, avec quelques autres mesures plus ou moins opérantes, et un saupoudrage de «réduction des inégalités». Les sondages ont commencé à préparer le terrain, mais c'est à des moyens d'intoxication encore plus importants qu'il faut s'attendre.

Eric BREHAT

LES TRUCS DU SONDAGE

Il est un point sur lequel Express et Point sont contradictoires : les chances de réussite du plan Barre. Mais toute l'astuce vient de la question : l'Express, qui représente un courant politique qui, bien que dans la majorité, ne bénéficie pas de sinécures ministérielles, veut donner des leçons. Aussi la question porte-t-elle sur les «mesures» du plan anti-inflation. Ces mesures ne sont pas connues, et jusqu'à présent, aucune «mesure» n'a diminué l'inflation. D'où une réponse sceptique (65 % des sondés pensent que ce sera inefficace). Le Point, journal gouvernemental pose sa question différemment, en la centrant sur l'homme Raymond Barre, sur cet homme dont tout le monde a dit du bien, y compris le PS. Aussi, 44 % des répondants pensent qu'il «a des chances de réussir». Et voilà, le tour est joué.

QUAND LA RÉALITÉ APPARAÎT QUAND MÊME

Une des questions posées par la SOFRES pour l'Express a suscité 97 % de réponses. C'est très rare, et cela veut dire quelque chose :

A votre avis, parmi les catégories suivantes, quelles sont les deux qui subissent le plus l'inflation ?

Les ouvriers	67%
Les agriculteurs	33%
Les retraités	67%
Les commerçants	7%
Les cadres	7%
Les patrons	3%
Les professions libérales	4%
Ne sait pas	3%

● PÈRE-LACHAISE : LES «TOURISTES» DU K.G.B. I

Samedi, alors que la manifestation en hommage au camarade Mao Tsé-Toung arrivait au Père-Lachaise, un participant de la manifestation remarquait une voiture immatriculée «Corps Diplomatique», N° 109 CD 130 qui se garait discrètement dans une rue voisine. Deux individus descendaient alors du véhicule et s'approchant de la manifestation tentent d'en prendre des photos. Des explications sont alors demandées à ces photographes qui répondent qu'ils sont touristes... tchèques.

Lorsque la remarque leur est faite qu'ils descendent d'une voiture diplomatique, ces messieurs sont bien embarrassés.

Le service d'ordre de la manifestation les reconduit à leur voiture, ils n'ont plus qu'à aller faire état de leur échec auprès de leur maître soviétique.

L'UNION DE LA GAUCHE AVANT LES MUNICIPALES

Près de deux ans après son déclenchement, la querelle entre le PS et le PCF semble s'estomper. Lancée en octobre 74 après des élections législatives partielles qui avaient confirmé la prééminence du PS dans l'union de la gauche, la polémique cesse à l'approche des élections municipales et alors que les législatives de 78 se profilent à l'horizon. Elle s'achève sur la reconnaissance provisoire par le parti de Marchais de la supériorité du PS dans l'union de la gauche.

Il y a deux ans, le PCF réagissait violemment à l'affirmation de la volonté du PS de rééquilibrer à son profit l'union de la gauche. Marchais dans L'Humanité du 10 octobre 74 écrivait : «Il faut bien constater que le slogan «rééquilibrer la gauche signifie qu'on veut gagner, non pas sur la droite, mais sur le Parti communiste ; qu'on veut se renforcer non pas aux dépens de la droite, mais au détriment du Parti communiste».

C'était le début d'une longue et violente querelle entre les deux partenaires.

«AUCUNE DEMANDE EXCESSIVE»

Samedi, au cours de son comité directeur, le PS réaffirme : «Pour les élections, il faut maintenir la présence et la primauté du PS, condition sine qua non du succès de la gauche... Pendant les dix huit mois qui viennent, il faut que le PS s'affirme en tant que tel et comme le premier parti de l'union de la gauche». Cette déclaration pourtant semblable à celle qui avait provoqué les réactions du PCF, n'amenait cette fois aucune réplique. Interrogé par les journalistes à la Courneuve, Marchais ne se formalise pas des prétentions du PS et se félicite de l'accord sur les municipales. La situation du PCF dans l'union de la gauche lui

convient. «Nous ne formulons, contrairement à ce qu'on a pu dire, aucune demande excessive. Nous voulons notre place, pas plus, mais toute notre place».

C'est-à-dire que le PCF se satisfait aujourd'hui d'une situation qu'il disait ne pas admettre il y a deux ans : la domination du PS sur l'union de la gauche, et le PCF prisonnier dans cette union. Les deux ans de lutte pour «élever la qualité de l'union» n'ont pas empêché le PS de confirmer ses ambitions, mais à l'approche des élections le PCF ne peut faire autrement que de l'accepter. Toute sa stratégie passe par la victoire de la gauche aux élections et suppose donc le maintien de l'alliance avec le PS.

Le PCF prétend avoir imposé au PS un accord pour les municipales, il s'était indigné que la presse ait annoncé son ralliement aux exigences du PS. C'est pourtant bien ce qui s'est passé. Non seulement il ne proteste pas après la décision du comité directeur du PS de réprimander les fédérations qui ont décidé que des listes communes seraient présentées dans toutes les municipalités de leur département dès le premier tour, mais il en est réduit à espérer que le PS appliquera l'accord : «Si cela ne dépend que de

nous, des listes d'union pourront être constituées dans toutes les communes de France». C'est bien un aveu puisqu'il accepte aujourd'hui ce qu'il refusait avec véhémence il y a deux ans.

UNE OPPOSITION RENFORCÉE À L'ÉLARGISSEMENT DES LUTTES

Cette attitude électoraliste aura des conséquences sur les luttes des travailleurs. Elle signifie que pour le PCF tout doit être subordonné aux futures élections. Au plus fort de sa querelle, il avait essayé de profiter des luttes ouvrières pour affirmer sa force, son emprise sur les masses et renforcer son poids par rapport à son partenaire. Dans la mesure où les luttes lui étaient utiles, il ne s'y opposait pas systématiquement et de front, mais cherchait à les contrôler. Maintenant, son attitude par rapport aux luttes sera différente, il ne s'agit pas pour lui de montrer son poids dans la classe ouvrière mais de gagner de l'influence dans d'autres couches : cadres, techniciens, petits patrons... D'autre part pour que l'union de la gauche remporte les élections, il faut éviter tout mouvement de grève trop important qui effrayerait l'électorat qui balance entre la gauche et la coalition présidentielle. Il fera donc tout pour freiner les luttes, pour empêcher leur développement. Dans leurs luttes, les travailleurs devront donc affronter encore plus directement le PCF. C'est l'occasion pour détacher du PCF tous ces travailleurs pour qui il est important de riposter dès aujourd'hui au plan de crise de la bourgeoisie.

Serge LIVET

La loi royer ne sera pas remise en cause

Lundi, Barre a confirmé à la confédération nationale des artisans ce qu'il avait déjà dit à la confédération des PME, à savoir que la loi Royer ne serait pas remise en cause.

La loi Royer qui régleme l'implantation des grandes surfaces a interdit à plusieurs reprises la réalisation de supermarchés. Les experts travaillant à l'élaboration du plan anti-inflation suggèrent que cette loi soit abrogée afin que les supermarchés puissent s'installer librement pour concurrencer les petits commerçants et faire pression sur les prix de détail. Mais une telle remise en cause aurait l'inconvénient de mécontenter les petits et moyens commerçants et électoralement, elle pourrait faire perdre des voix au gouvernement.

LES DIFFICULTÉS DU REDÉPLOIEMENT

L'impérialisme français, face à la volonté des pays du Tiers-Monde de mettre fin au pillage de leurs matières premières et d'en exiger une juste rémunération, a fondé sa stratégie économique sur l'exportation de biens d'équipement vers les pays du Tiers-Monde. Mais le redéploiement se heurte à une concurrence de plus en plus vive sur les marchés internationaux. Le dernier numéro d'une revue spécialisée révèle qu'en 75, si les exportations ont progressé de 2 % en valeur, elles ont diminué de 5 % en volume. La concentration parmi les entreprises exportatrices s'est accrue. En 75, 1 388 entreprises ont réalisé 80 % des exportations, pourcentage réalisé par 2 000 entreprises en 74. Contrairement aux vœux du gouvernement, les PME n'ont pas réussi de percée de l'exportation, seules les plus grandes entreprises sont suffisamment puissantes pour faire face à la concurrence acharnée des autres exportateurs.

En bref... En bref...

● **CAMPAGNE CONTRE LES PRISONNIERS** : A partir de la plainte déposée par un chauffeur de taxi grièvement blessé par un prisonnier alors en «permission de sortie», toute une campagne réactionnaire pour le renforcement de la répression pénitentiaire se met en place. Le prisonnier en question ayant été exécuté par un policier, la plainte est remontée jusqu'au ministère de la justice. Jamais une plainte lors du suicide d'un jeune détenu de Fleury Mérogis n'est remontée aussi haut...

PAYSANS

Dordogne, Lot-et-Garonne LA COLÈRE DES PAYSANS DU SUD-OUEST.3

QUE VEUT LE SYNDICALISME «UNITAIRE»?

Interview de Charles Platon, président de la FDSEA de Dordogne, vice-président du comité de Guéret.

— Comment pouvez-vous définir aujourd'hui ce que vous appelez syndicalisme unitaire ?

— C.P. : Notre fédération a toujours été unitaire. J'essaie de conserver cette unité. Cela pose quelque fois des problèmes pour faire l'unanimité pour les manifestations. Il faut s'expliquer. Mais il n'y a plus que neuf départements en France où le syndicalisme agricole reste unitaire et j'y suis personnellement attaché.

Nous considérons que la Fédération nationale soutient actuellement une politique agricole que nous dénonçons et nous nous opposons, nous, dans l'opposition à la Fédération nationale, mais une opposition de l'intérieur.

Nous avons la possibilité de rentrer par exemple au MO-DEF ou au Monatar. Mais ici, il n'y a qu'un seul syndicat rattaché à la Fédération nationale et pas autre chose. Cela n'interdit nullement les prises de positions politiques mais les courants sont à l'intérieur. Chacun sait que je suis au PS. Mon secrétaire général, lui, est au PC, quant au président de la commission fiscale, il est UDR. Comme vous le voyez, l'éventail des positions politiques y est représenté. Alors quand vous voulez rester syndicaliste unitaire, il faut savoir écouter tout le monde. Quand j'ai pris la présidence, j'ai prévenu qu'en tant que protestant militant, j'estimais être un modérateur.

— Ce qui donnerait raison à certaines méchantes langues qui disent que pour maintenir l'équilibre des forces de gauche dans la Fédération, vous êtes le moindre mal ?

— C.P. : Je ne pense pas. Depuis quatre ans que je suis à la présidence, je n'ai jamais eu à demander à mon Conseil Fédéral de passer au vote. Les décisions sont toujours prises à l'unanimité. Il faut quand même savoir que dans cette fédération, qui compte une énorme majorité de petits paysans, les problèmes sont les mêmes pour tous. Que vous soyez de droite ou de gauche, tout le monde finalement, lorsque je défends le revenu des exploitants, est également intéressé.

— Mais sur quels points précisément porte votre opposition à la Fédération Nationale ?

— C.P. : Eh bien, lors du dernier conseil national, on a passablement parlé de l'Europe. Debatisse laissait parler les sections spécialisées, un peu trop à mon avis.

On ne peut rendre compte de la mobilisation paysanne dans le sud-ouest aujourd'hui sans s'interroger sur le rôle des organisations et des forces politiques qui les dirigent. Car la plupart des manifestations de masse et actions de barrage de route sont appelées et couvertes par la FDSEA... Et celles-ci, depuis de longues années sont aux mains de la «gauche» qui règle dans les instances de direction les partages d'influence entre partis en distribuant au mieux les sièges. Il en est de même pour la direction des chambres d'agriculture où, bien souvent, ce sont les mêmes équipes qui alternent. Somme toute, une affaire de famille entre notables.

On comprendra, en lisant l'interview de Charles Platon tout l'intérêt que la gauche a à préserver la façade du

syndicalisme «unitaire» dont le principe, qu'il soit défendu par Platon ou Debatisse, repose sur l'idée qu'il existe une unité d'intérêt entre tous les paysans, pauvres et riches. La logique de telles positions qui ont d'ailleurs conduit les FDSEA du sud-ouest à prendre l'initiative d'organiser la colère paysanne quitte ensuite à la contenir dans certaines limites, c'est qu'après tout, au sein de la FNSEA comme au Parlement, il suffit de remplacer une mauvaise politique de droite par une bonne politique de gauche. Ce que ne dit pas Platon, c'est qu'aujourd'hui, nombre de paysans, en commençant de tirer le bilan de l'action de ces FDSEA en viennent progressivement à remettre en cause ce syndicalisme unitaire. Nous leur donnerons la parole demain.

en place : des offices par produits mais avec des quotas parexploitant.

— Par rapport à la sécheresse, quelle plate-forme revendicative mettez-vous en avant ?

— C.P. : C'est simple, pour nous, la sécheresse n'est qu'un incident. Notre plate-forme porte d'abord sur le rattrapage du revenu agricole.

C'est l'actualisation et l'indexation des prix agricoles, une garantie de revenu du monde agricole. C'est notre première et grande charte revendicative. La sécheresse l'année prochaine, j'espère qu'on en parlera plus, le revenu agricole, on en parlera encore.

Je me suis tourné vers lui et je lui ai demandé de quelle Europe il parlait. L'Europe verte a une charte, c'est le Traité de Rome. Mais nous sommes loin du Traité de Rome. Et je pense que Debatisse, précisément, a été l'un de ceux qui a taillé à grands coups de ciseaux dans ce traité. De l'Europe de Monnet ou Robert Schumann qui devait permettre une élévation du niveau de vie des agriculteurs, on est passé, avec un certain grand monsieur, à l'Europe des patries et maintenant à celle des trusts et des multinationales. C'est cette Europe-là que défend Debatisse. Mais s'il s'agit de défendre l'Europe de Jean Monnet, Debatisse n'aura pas besoin de venir nous chercher. Nous serons là devant les premiers.

— Quel est alors l'intérêt d'un syndicalisme unitaire en Dordogne ?

— C.P. : Nous avons été, ces derniers jours, les détonateurs des mouvements revendicatifs agricoles. Déjà, la Fédération, avec l'appui du Comité de Guéret, avait appelé à manifester le 18 août à Périgueux. Nous nous sommes retrouvés quinze mille dans la rue. Et sur ces quinze mille, nous étions au moins treize mille de la Dordogne. Le reste, c'étaient des délégations des autres départements. La moyenne d'exploitation du département est de dix sept hectares de surface agricole utile. Sur vingt-trois mille exploitants en Dordogne, vous n'en trouverez pas cent qui ont plus de deux cents hectares et pas cinq cents qui arrivent à cent hectares. Les petits exploitants dont je suis se retrouvent dans ce syndicalisme qui veut défendre l'exploitation à caractère familial.

A Périgueux, j'avais réussi, c'est presque un tour de force, à rassembler dans la défense de l'économie de ce départe-

ment, les agriculteurs, les syndicats de salariés mais aussi les Chambres de Commerce de Périgueux et Bergerac et la Chambre des métiers de la Dordogne. Tout le monde du travail était réuni !

ouvriers contre eux. Or, Mitterrand hier soir a dit que finalement il fallait bien s'accommoder de cet impôt. Qu'en pense le militant socialiste que vous êtes ?

pratique l'actuelle direction de la Fédération Nationale. Mais suffit-il de pratiquer une politique de gauche pour que se réalisent les revendications paysannes ?



«Les actions seront de plus en plus contrôlées par le Bureau...» dit Platon. Ici, à Villeneuve sur Lot, les notables marchent en tête.

— Vous réalisez donc avant l'heure le vœu de Georges Ségué de voir se réaliser un front des organisations syndicales qui grouperait les ouvriers certes, mais aussi les cadres et les petits patrons ?

— C.P. : En quelque sorte. Encore que je voudrais préciser, par rapport aux centrales ouvrières, qu'il faudra qu'elles sachent renvoyer l'ascenseur.

Nous en avons d'ailleurs déjà débattu au plus haut niveau : il faudra faire accepter de payer la nourriture à un prix normal.

Ce que précisément l'ouvrier français n'accepte pas encore de faire.

— Justement, il y a de nombreux paysans qui jugent que l'impôt qui sera prélevé pour indemniser les pertes dues à la sécheresse vise surtout à dresser les

— C.P. : Je ne suis pas d'accord avec lui. J'ai dit et j'ai écrit qu'il y avait d'autres solutions. L'emprunt, par exemple. Je pense que la sécheresse est un fléau climatique et qu'il est quasiment impossible de prélever par augmentation d'impôt en une seule année les compensations pour un tel cataclysme.

— Donc après avoir expliqué aux paysans que la FDSEA était contre l'impôt, il faudra maintenant leur expliquer qu'elle est presque... pour ?

— C.P. : Non. La Fédération maintiendra sa position. Mais cela ne veut pas dire que je n'aie pas m'expliquer avec le comité directeur du Parti.

— Vous êtes opposé à la politique de droite que

— C.P. : Il faut être très sérieux dans ces problèmes-là. Il ne faut pas oublier que, même la gauche au pouvoir demain, nous resterons dans un régime capitaliste. Il faut être très clair là-dessus. C'est écrit très bien dans le programme commun encore qu'il faudra l'améliorer, car je pense du point de vue agricole, c'est un peu plat.

Comme mesures à court terme, je pense que c'est vers l'organisation des marchés qu'il faut aller, vers la création d'offices par produits. Non pas des caricatures d'offices comme ceux que l'on a voulu nous faire avec l'office de la viande ou celui des vins de table.

Parlons plutôt d'office comme ceux que l'on avait créés en 36 avec l'office du blé qui est devenu l'office des céréales. Donc avec garantie par la Banque de France. Et avec des moyens de stockage suffisants. Je pense que c'est toute une politique à remettre

— Ce qui vous a conduit, après les manifestations, à un durcissement de l'action ?

— C.P. : Oui, nous avons essayé de faire des manifestations pacifiques, on nous a pris pour des rigolos. Nous allons multiplier les actions comme Mussidan. Mais nous voulons des actions contrôlées par la Fédération et non pas partir tous azimuts. Des actions comme les blocages de trains à sept ou huit cents agriculteurs, c'est plus facile à contrôler car, comme à Périgueux, quinze mille personnes, on sait où ça commence mais on ne sait pas où ça finit.

Ce n'est pas d'ailleurs où vous êtes le plus nombreux que vous êtes le plus efficace.

— Certains paysans, jugeant que les manifestations et les barrages de routes sont inefficaces préféreraient d'autres moyens d'action comme par exemple la grève de l'impôt, qu'en dites-vous ?

— C.P. : Ceux-là disent qu'il faut gêner l'économie nationale. Certes. La grève de l'impôt ? En tous cas pas l'impôt foncier puisqu'il va à 95 % à la commune et au département. On ne gênera pas les sphères parisiennes. Il faut savoir où on va et, bien que pas très porté sur les moyens d'action, c'est encore la manifestation qui est la plus payante.

(propos recueillis par Julien Leblond le 3 septembre)

LUTTES OUVRIÈRES

TRELAZE

1000 ARDOISIERS EN GREVE

Les ardoisiers de Trelazé en sont aujourd'hui à leur treizième jour de grève. Et la combativité de tous reste inchangée. C'est que tous les jours en descendant au fond, l'ardoisier sait qu'il va mener un combat qui va durer huit heures. Avec les nouvelles méthodes d'arrosage, ce n'est plus la schistose qui guette le mineur qui s'embauche, mais les rhumatismes qui détruisent aussi vite. Qu'on fende l'ardoise ou qu'on l'extrait, la mutilation ou l'éboulement est toujours aussi présent, et cela bien sûr, les patrons s'en moquent. Il y a une loi qu'ils ont imposée ; celle du rendement. Pour quarante heures au fond par semaine, ou pour deux mille plaques fendues par jour, un ardoisier va gagner à la fin du mois en moyenne deux mille francs. Alors à la rentrée, quand Barre a annoncé le blocage des salaires, avec cette certitude, qu'il n'y avait plus rien à attendre, qu'il fallait engager la lutte, les ardoisiers n'ont pas hésité à arrêter le travail. La direction annonçait le déclassement de trois fendeurs. C'était une véritable provocation.

Tout le monde est parti en grève. Sur les mille ardoisiers qu'emploie la société d'exploitation, il y a mille grévistes et c'est des grandes luttes de 57, de 59 que l'on parle le matin avant les assemblées générales. Les ardoisiers sont décidés à aller jusqu'au bout pour gagner. Au reclassement des trois fendeurs, viennent s'ajouter aujourd'hui des revendications essentielles, à savoir les salaires et les conditions de travail. Les femmes sont loin de freiner le mouvement. Bien au contraire, elles sont les premières à inciter leurs maris à l'extension des revendications. « Cette année, il n'y a pas d'allocations de rentrée et les prix ont augmenté. Alors, avec la côte mobilière

à payer à la fin du mois, les traites en plus, il faut que les gars tiennent le coup. Ce n'est pas possible qu'ils aient déjà fait treize jours de grève pour rien. De toute façon, il faudrait qu'ils demandent le paiement intégral des heures de grève... »

Construire le rapport de force, faire échec au projet de la direction qui compte sur le pourrissement d'une lutte qui sera longue, voilà aujourd'hui ce qu'il s'agit de réaliser. Fort de l'effet de surprise qu'a constitué ce mouvement au lendemain de vacances écourtées faute d'argent, les ardoisiers n'ont compté que sur eux-mêmes. Ce n'est plus possible aujourd'hui et la question était

présente hier à l'assemblée générale.

Comme un fendeur nous le disait : « La direction des ardoisiers a décidé de s'aligner sur la politique des autres patrons cette année ; elle ne lâchera pas si on représente un danger de contagion sur les autres boîtes... » Prendre toutes les initiatives pour gagner le soutien concret des autres boîtes, appuyer les travailleurs comme ceux de la Thomson qui multiplient les débrayages, sont les conditions essentielles aujourd'hui pour marquer un pas décisif vers la victoire !

PRENONS TOUS LA LUTTE EN MAINS !

Que ce soit du soutien qu'il s'agisse, ou de l'occupation des dépôts dont la direction dispose pour effectuer des livraisons, les propositions d'actions ne manquent pas et pourtant bon nombre de vieux travailleurs et de jeunes travaillant au fond sont écartés de la direction de la lutte exclusivement entre les mains de la direction CGT de la boîte. Politique délibérée du bureau syndical ou non, c'est là une question fondamentale pour lequel il va falloir se battre dans l'usine. Pourquoi, la fédération régionale a-t-elle par exemple établie seule le cahier de revendications ? Pourquoi alors que tous sont d'accord

pour demander une augmentation uniforme de salaires, continue-t-elle de proposer un pourcentage ? Cette question de la prise en mains par tous de la lutte en recouvre une autre : la direction CGT est-elle oui ou non décidée à franchir le pas qui permettra de gagner ou cède-t-elle à la politique nationale de la confédération qui parle plus de 78 que d'un rapport de force de la classe ouvrière ? Démocratie dans la lutte, popularisation et offensive concertée avec les autres boîtes, tels sont les enjeux d'une victoire. C'est cette semaine que tout doit se jouer. Les ardoisiers sont décidés à se battre.

350 F pour tous !
Reclassement des trois fendeurs.
Paiement des heures de grève !

Clark (Strasbourg)
Les 195 licenciements confirmés

La direction a annoncé jeudi la mise en route de la procédure de licenciement de 195 personnes. Il ne s'agit vraisemblablement que la première charrette, la direction n'accordant aucune garantie de l'emploi au personnel restant, environ quatre cents personnes. Les délégués CGT-CFDT et CGC du Comité d'Entreprise ont décidé de « poursuivre des démarches auprès des instances administratives et politiques » en vue de les mettre devant leurs responsabilités.

MANIFESTATIONS DES TRAVAILLEURS DE SCHLUMPF À MULHOUSE :

Plus de six cents salariés du groupe Schlumpf des quatre usines, à savoir celles d'Erstein, de Glück, de Malmersprach, des Etablissements Desenne (Nord) ont manifesté devant le musée de l'automobile à Mulhouse afin d'exiger la sauvegarde de leur emploi.

VILLEURBANNE : ENTREPOTS JELMOLI

Soutien populaire aux grévistes

Samedi matin, sur un marché de Villeurbanne, une banderole : « CGT, entrepôt Jelmoli en grève. 2 000 francs minimum et treizième mois » et des travailleurs qui faisaient des prises de parole appelant à la solidarité et une collecte.

Jelmoli « nouveau magasin », s'est installé voici un an, à la Part-Dieu à Lyon. Aujourd'hui, il fête son premier anniversaire et profite de la rentrée pour inonder de publicité avec offres alléchantes, les boîtes aux lettres des cités populaires.

C'est cette occasion, qu'ont saisi les travailleurs de l'entrepôt de Villeurbanne, 121 rue Francis de Pressense du magasin. En grève depuis lundi dernier, ils exigent 2 000 F, « C'est ce qu'il faut aujourd'hui pour vivre » et le 13^e mois. Un premier acquis : le patron passe les salaires de 1 600 F à 1 700 F minimum.

Les travailleurs sont conscients que le patron ne cédera pas facilement. Il a déjà envoyé, mardi à 18 h, une quinzaine de chefs avec un huissier pour prendre de la marchandise. Ils ont échoué face à la vigilance des grévistes qui occupent l'entrepôt. D'autres initiatives de ce type peuvent se reproduire. C'est pourquoi les travailleurs savent que pour gagner ils ne doivent pas rester isolés.

Différentes initiatives ont été prises :

• Distribution de tracts devant le magasin Jelmoli à La Part Dieu pour toucher :

- la clientèle fait un très bon accueil aux grévistes, de nombreux travailleurs viennent demander comment ils peuvent exprimer leur solidarité et en accord avec les grévistes, renoncent à leurs achats et vont se plaindre que la marchandise, annoncée par la

publicité ne figure pas sur les rayons pour faire pression sur la direction.

- Les employés du magasin : Là, les travailleurs de l'entrepôt rencontrent quelques difficultés en s'adressant aux sections syndicales FO et une section CGT qui, aux dires d'une travailleuse, « est encore pire que FO ». Une question qui se pose, c'est comment gagner le magasin à la lutte pour bloquer complètement le fonctionnement du magasin.

• Des contacts ont été pris avec d'autres magasins de la région. A Lyon : Les Nouvelles Galeries, les Galeries Lafayette, le Pri-

sunic, le Grand Bazar et les Carrefour de Villeurbanne et de Vénissieux...

• Popularisation de la lutte et appel au soutien sur Villeurbanne, telle est l'intervention de ce matin. « Depuis quand êtes-vous en grève », leur demande une jeune femme, après avoir versé un soutien financier. « depuis lundi ». « C'est bien, tenez bon et bon courage ».

Elle exprimait ainsi la solidarité entre travailleurs, refusant de payer la crise de la bourgeoisie et s'opposant aujourd'hui à la mise en place de la politique d'austérité, prônée par Barre.

Hier, se tenait une réunion tripartite : l'inspection du travail de Villeurbanne, le patron et les délégués de la section CGT. A l'issue de cette réunion, une AG des travailleurs doit décider de la suite de leur action.

Bureau de Presse de Lyon

CONTINENT (MONDEVILLE)

La rentrée dans le commerce : travailler à Continent et vivre décemment

Continent à Mondeville est un hypermarché qui emploie 300 personnes environ, le plus grand à Caen. Une forte section syndicale CFDT a recueilli près de 80 % des voix lors des dernières élections.

Hier, lundi, quand on venait faire ses courses, on était accueilli par des dizaines de grévistes. Les employés du magasin étaient en grève toute la journée. Leurs revendications : salaires à 2 000 F minimum, augmentation des coefficients, égalisation des taux horaires, une prime de vie chère de 200 F. La mobilisation des grévistes

était importante : les employés bloquaient le magasin jusqu'à 11 h hier matin, moment où les flics sont intervenus pour dégager les caddies empilés devant l'entrée. La grève s'est néanmoins poursuivie malgré les nombreuses provocations de la direction : chantage, petits chefs envoyés aux caisses, etc... A 15 h, les grévistes bloquaient à nouveau les entrées du magasin avec des caddies. Affolée, la direction envoie à nouveau son commando de petits chefs qui attaquent violemment les grévistes. Malgré ces provocations, la grève continuait jusqu'à 22 h.

L'information est organisée : conférences de presse, tracts CFDT distribués aux clients, etc... Déjà, d'autres hypermarchés ont pris contact, l'autre magasin Continent, et le magasin Maxicoop qui parlent d'organiser une action commune.

De nombreux travailleurs venus faire leurs achats, manifestent leur soutien. Hier soir, à l'assemblée générale, les grévistes discutaient pour savoir comment faire échec aux provocations de la direction, quels moyens d'action choisir pour être le plus efficace possible compte tenu des conditions du commerce, comment entraîner les hésitants dans la grève malgré le chantage et les pressions de la direction, comment organiser la solidarité avec les clients, comment se coordonner avec Maxicoop.

La direction a peur devant la détermination des grévistes, à un moment où le chiffre d'affaires avec la rentrée des classes est à un point fort. Mais les employés veulent vivre décemment. La lutte continue.

Correspondant Caen

Grève des «gens de mer»

Les marins de la société Corse-Méditerranée ont décidé de poursuivre leur grève devant l'insuffisance des propositions de la direction.

C'est pour protester contre les menaces de licenciements, conséquence du désarmement du bateau « Ile de beauté », que les marins ont déclenché leur mouvement.



Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRM
Adresse Postale : BP 225, 75 924 PARIS Cedex 19
CCP 23 132 48 F PARIS
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimeur par IPCC Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire 56 942

L'HOMMAGE A MAO TSE TOUNG

Mardi 14 septembre

LYON

La Fédération Rhône-Loire du PCRml appelle les travailleurs à un meeting-rassemblement en hommage au camarade Mao Tsé TOUNG, mardi 14 septembre à 20 h 30, à la mairie du 6^e, 58 rue de Sèze à Lyon. 1.
Un exposition sur la vie et l'œuvre du camarade Mao Tsé TOUNG et un livre d'or sont à leur disposition à la librairie populaire, 226 rue Duguesclin, Lyon 3^e, ouverte de 14 H à 19 H 30.

LONGWY

En hommage au camarade Mao Tsé TOUNG,
RASSEMBLEMENT
Mardi 14 septembre à 17 H
Hôtel de Ville de Longwy-Haut
RÉUNION PUBLIQUE
Vendredi 17 septembre à 20 H 30
Hôtel de Ville de Longwy-Bas

Jeudi 16 septembre

ORLÉANS

En hommage au camarade Mao Tsé TOUNG, un rassemblement populaire est organisé par la section du PCRml d'Orléans :
Jeudi 16 septembre à 20 H 30
Salle Hardouineau - près de la mairie
Orléans.

COMMUNIQUÉ

Les travailleurs de l'IMRO ont fait parvenir à l'ambassade de la République Populaire de Chine, un télégramme :
«Travailleurs IMRO (Rouen) en lutte s'associent au deuil du peuple chinois».

A LYON...

Vendredi soir, à la sortie de l'usine Brandt, sur la place Gabriel Péri à Lyon, samedi matin sur des marchés populaires, Villeurbanne, Vénissieux, Vaulx-en-Velin, samedi après-midi dans le centre de Lyon et puis place Gabriel Péri, dimanche matin sur d'autres marchés (le marché aux puces), de nombreux rassemblements ont eu lieu en hommage au camarade Mao Tsé TOUNG à l'appel de la Fédération Rhône-Loire du PCRml.

Une immense banderole «Hommage au camarade Mao Tsé TOUNG, Lénine de notre époque», les drapeaux rouges en berne, de grands portraits du camarade Mao Tsé TOUNG se retrouvent dans ces rassemblements qui ont touché plusieurs milliers de personnes. Une autre constante de ces rassemblements est l'émotion, émotion que manifestent les travailleurs quand ils viennent apporter leur hommage au camarade Mao Tsé TOUNG sur des cahiers qu'ils signent et qui seront remis à l'ambassade de Chine.

De nombreux travailleurs s'arrêtent autour des banderoles et des portraits, pour écouter la déclaration du PCRml. Parmi ceux, rejoignant le rassemblement, de vieux travailleurs, encore au

PCF : «Au moins en Chine, c'est la dictature du prolétariat», «Mao, il a raison, c'est un révolutionnaire. Il faut qu'on la fasse la révolution». Et des jeunes de la J.C., très intéressés par la Chine et qui disent après une première discussion avec des militants de l'UCJR : «Ce qu'il ne faudrait pas, c'est qu'après la mort de Mao, la Chine devienne révisionniste». Une femme, les larmes aux yeux, ne peut rien dire, tellement l'émotion est grande après avoir signé l'hommage à Mao Tse TOUNG.

C'est que, malgré la propagande de la bourgeoisie, pour de plus en plus de travailleurs en France, Mao Tsé TOUNG n'est pas «celui qui a sauvé huit cent millions d'hommes» seulement, il représente les aspirations de tous les peuples du monde à leur libération, au socialisme. «Pour moi, Mao, ça représente l'espoir, c'est lui qui a unifié le Tiers Monde», nous a dit un ouvrier immigré. Le poing levé, les manifestants clôturent le rassemblement en chantant l'Internationale, exprimant leur détermination à poursuivre l'œuvre du camarade Mao Tsé TOUNG et du peuple chinois, la lutte pour la socialisme dans leur pays et l'émancipation de l'humanité toute entière.

A LILLE...

A l'appel du PCR ml et de l'HR, samedi, cent cinquante manifestants ont défilé dans les rues de la ville en chantant à bouche fermée des chants révolutionnaires, avec des portraits de Mao Tsé TOUNG ; les manifestants portaient des drapeaux rouges en berne, plusieurs banderoles : «Hommage à Mao Tsé TOUNG, grand dirigeant du prolétariat international», «Vive la Chine socialiste, bastion de la dictature du prolétariat».

La solennité de l'hommage, le calme des manifestants, imposaient le silence aux bourgeois et recueillait l'adhésion des gens du peuple. Un viel ouvrier ému déclarait : «J'ai toujours été un militant. Ce que vous faites est bien, car la mort de Mao est une perte pour tous». Un autre nous assurait que l'œuvre de Mao serait continuée par tous les travailleurs. Plusieurs camarades prenant la parole à la fin du défilé, rappelaient le rôle de Mao, dirigeant du prolétariat international.

Dimanche, au Marché de Wazemmes, les camarades du Parti Communiste Révolutionnaire avaient installé un stand. Un nombre très important de jeunes, d'ouvriers, de ménagères, de travailleurs

immigrés, de familles populaires venaient regarder l'exposition sur la vie et l'œuvre de Mao, prêtée par la librairie populaire. Ils venaient s'informer sur la Chine, sur le camarade Mao et aussi venaient discuter : «Comment en France, chez nous, faire changer les choses, lutter, mettre en pratique la pensée Mao Tsé TOUNG?»

Corr. Lille

A STRASBOURG...

C'était samedi après-midi, place Kléber à Strasbourg, des militants du PCRml auxquels s'étaient joints des sympathisants et des amis de la Chine, ont rendu hommage au camarade Mao Tsé TOUNG, grand dirigeant du prolétariat international, en donnant lecture de la déclaration de Max Cluzot, secrétaire général du PCRml. De nombreux passants se sont arrêtés pour écouter l'allocation qui s'est terminée par l'Internationale, chantée poing levé. Après quoi a eu lieu une vente de Quotidien du Peuple.

POLITIQUE

BARRE A LA TÉLÉ

SUITE DE LA PAGE 1

Son intervention hier soir à la télévision ne nous aura rien appris de nouveau.

Pendant une semaine, Barre a reçu les «organisations socio-professionnelles», qu'en ressort-il ? «Toutes sont conscientes de la nécessité d'engager une action pour lutter contre la hausse des prix. Bien entendu, chacune d'entre elles a une certaine vision du problème». «Aucune décision n'a été arrêtée».

On attendait Barre là-dessus, il n'a rien dit. Comment comprendre son intervention sinon comme la volonté de rassurer, de montrer qu'il est présent mais prudent. Ce qui ressort principalement c'est bien les hésitations d'un pouvoir qui a décidé l'austérité, mais hésite sur la façon de la présenter devant les masses décidées à ne pas subir cette politique de crise.

Si Barre a confirmé qu'il préparait un plan d'austérité : parlant de «mesures sérieuses», d'«effort courageux», il a essayé de rassurer. Il a donné des gages aux syndicats jau-

nes en assurant que la politique contractuelle ne serait pas remise en cause, en ajoutant toutefois que ce ne saurait être un principe mécanique, qu'elle «doit tenir compte de la situation générale de l'économie», ce qui annonce une politique contractuelle revue en baisse dans le secteur public. Le premier ministre a aussi voulu rassurer les petits commerçants et artisans en répétant que la loi Royer ne serait pas modifiée. «La loi Royer... peut être un instrument de transformation des structures», affirmation stupide, puisque la loi Royer vise justement à conserver les structures archaïques de la distribution.

Enfin, Barre tente d'endormir la vigilance des travailleurs en promettant d'accompagner les «efforts» demandés de mesures d'équité afin que les «efforts soient équitablement répartis». Le gouvernement, privé de consensus hésite donc, non sur le fond de sa politique : l'austérité, mais sur les moyens de l'assaisonner pour la faire avaler aux travailleurs.

«Révélation» bien gonflée que celle opérée par «le Point» cette semaine au sujet de «l'affaire Vathaire», ou plutôt de l'affaire Dassault. Aucune précision sur le dossier que Vathaire aurait accumulé alors qu'il était sous les ordres de Marcel Dassault, mais quelques éclaircissements sur les notes que Vathaire aurait transmises à la police, alors qu'il était en Suisse, en juillet dernier. Dans ces notes, Vathaire affirme que Dassault a financé un journal électoral de Chirac, «l'essor du Limousin», et qu'il aurait fraudé le fisc de façon très importante, avec la complicité de hauts fonctionnaires.

Que Dassault ait financé un journal de Chirac n'a rien d'étonnant. Les familles Chirac et Dassault se connaissent bien (on a vite fait de tourner en rond, dans le monde de la haute bourgeoisie), et chacun sait que les campagnes électorales comme celles de l'UDR sont grassement financées (parfois, il faut trouver plus que le compte en banque de Dassault, alors, on envoie des spécialistes se servir directement à la poste...) Que cette révélation tombe après la

L'AFFAIRE VATHAIRE CETTE POLITIQUE ÉMERGE DU FUMIER

démision, ou plutôt l'éviction de Chirac est plus intéressant. Tout le monde, y compris dans l'UDR, ne le voit pas d'un aussi bon œil que Guy Druet...

D'autre part, il ne faut pas oublier les 800 millions détournés de la comptabilité Dassault : ils sont passés aux mains du mercenaire Jean Kay, sur lequel s'était attendu Malraux, mais qui a fait ses armes au service des assassins phalangistes libanais. Jean Kay étant aussi lié de près aux milieux d'extrême droite français, on voit que cet argent a depuis longtemps trouvé son utilisation.

Mais le plus important semble être la mise en cause, avec des moyens importants du trust Dassault. Cela peut aller beaucoup plus loin qu'une simple affaire d'abus de confiance. Une première opération avait été lancée en Belgique, par l'accusation de versements de pots de vin à des parlementaires belges. L'affaire Vathaire en est peut-être le deuxième épisode, tout aussi nauséabond que le premier, et que tout ce qui concerne les tractations entre trusts, ou les financements des partis bourgeois.



Dassault.

● CHIRAC PRÉPARE SA RENTRÉE : dans un communiqué publié hier, Chirac a annoncé qu'il allait prendre des initiatives pour assurer la victoire de la majorité aux élections. Chirac n'a donc pas l'intention de laisser Guichard

s'occuper seul de la préparation des élections. C'est un avant goût des querelles qui vont agiter les partis de la coalition présidentielle pour la dispute des investitures électorales.

Liban

PRESSIONS SYRIENNES SUR LA RESISTANCE

Tandis que les troupes syriennes attaquaient brutalement dans la région de Jezzine, et accentuaient leur pression sur Tripoli, le régime syrien faisait courir le bruit qu'une rencontre avait eu lieu entre un général syrien et Abou Ayad membre du Comité Central de Fath. Celui-ci a démenti avoir rencontré le général syrien. Cette manœuvre est une tentative

pour diviser la Résistance Palestinienne et le mouvement national libanais. C'est une des multiples tentatives pour affaiblir la résistance face à l'invasion et amener la Résistance Palestinienne à renoncer à toute opposition au régime syrien. Selon des journaux de Beyrouth, Chamoun s'est mis d'accord avec Assad pour que «les Syriens fassent use-

ge des moyens politiques pour régler la crise, au cours de la période précédant la passation des pouvoirs». S'ils ne parviennent pas à faire capituler la résistance palestinienne et le mouvement patriotique libanais, «ils seront obligés d'adopter d'autres moyens». La Syrie utilise sa force militaire accumulée au Liban pour intimider la Résis-

tance palestinienne et libanaise, avant de se lancer à l'attaque avant le 23 septembre, date d'entrée en fonction de Sarkis. «Tout Libanais considère la Syrie comme son pays, comme d'ailleurs tout Syrien considère que le Liban est son propre pays» a déclaré Chamoun. Les fascistes sont d'accord avec le régime syrien pour mettre le Liban

sous la domination syrienne.

Après avoir été convoqués à Damas, le chef des Phalanges, Gemayel, et le notable Saëb Salam ont été invités au Caire.

Cette visite est inquiétante : le régime égyptien apportera-t-il également son appui aux fascistes contre la Résistance pour

disputer l'influence sur le Liban au régime syrien ? Chaque jour qui passe, s'il marque les hésitations des réactionnaires arabes devant la détermination des Palestiniens et des Libanais, représente aussi un pas dans l'escalade des fascistes et des régimes réactionnaires dans leurs préparatifs pour se lancer à l'assaut de la Résistance.

LIBAN SUD :

ORGANISER LA RESISTANCE POPULAIRE

En avril 75, lorsque les Phalanges ont attaqué le bus transportant des Palestiniens et des Libanais à Ain Remaneh, massacrant tous les occupants, les chrétiens du sud qui faisaient partie des Phalanges ont désavoué ce crime et ont affirmé leur solidarité à la Résistance Palestinienne. Depuis, malgré toutes les provocations phalangistes pour entraîner un conflit confessionnel au sud, cette région est restée à l'abri de tout le conflit : les quelques fascistes du sud n'avaient pas les moyens d'agir.

Avec la prise de Damour, bourgade entre Beyrouth et Saïda, où se trouvaient les milices de Chamoun, la route entre les deux villes est devenue libre et les liaisons étaient à nouveau possibles. Le sud fournissait à Beyrouth les fruits, les légumes et l'essence. Le sud était devenu le refuge des habitants de plusieurs camps ou quartiers populaires, d'ailleurs originaires du sud. Les hôpitaux du sud fonctionnaient pour les blessés des forces palestiniennes et patriotiques libanaises.

Le problème qui s'est posé aux paysans du sud à cette période, c'est la vente de leur récolte de tabac. Avec la disparition de l'Etat, les paysans ont eu des difficultés pour vendre leur récolte. La première mesure en leur faveur a été prise par l'Armée du Liban Arabe, qui a acheté une bonne part de la récolte avec l'argent de l'ancienne armée libanaise. Plus tard, la Libye décide d'acheter tout le stock restant. En même temps, les sionistes ont voulu profiter de la situation de gêne des paysans en proposant d'acheter le tabac. Les paysans ont été révoltés par l'atti-

tude cynique de cet Etat qui n'a pas manqué une occasion de brûler leurs champs et de détruire leurs maisons.

L'intervention de l'armée syrienne au sud du Liban avait pour but de couper la base arrière de la Résistance Palestinienne et des forces patriotiques libanaises du reste qui se trouve à Beyrouth et au nord. Bien qu'elle ait réussi au début, désorganisant la vie au sud, les forces palestiniennes et patriotiques libanaises ont repris le dessus. Le port de Saïda est vite débloqué, les navires transportant de la farine ont repris leur route vers le sud. Les menaces d'annexion sionistes se font sentir peu à peu avec l'arrivée des fascistes au sud. La

collaboration entre les deux montre le danger d'une ouverture du front au sud, alors que la majorité des forces sont stationnées à Beyrouth, dans la montagne et à Tripoli. S'appuyant sur la mobilisation politique de longue date des habitants du sud et leur fort sentiment patriotique, la Résistance Palestinienne et les forces patriotiques libanaises, qui avaient déjà combattu auprès des paysans et lutté avec eux pour la reconstruction des villages détruits par les sionistes, essaient de réorganiser le sud.

Des milices populaires sont reformées, les comités des villages reprennent leur activité. Plusieurs médecins venus au Liban ont été installés dans les villages du

sud. Des centres de prévention sanitaire et des dispensaires gratuits pour tous les paysans pauvres ont été ouverts un peu partout dans la région. Une certaine quantité des médicaments reçus par la Résistance Palestinienne est réservée pour le sud. Des abris commencent à être construits, là où il n'y en avait pas encore.

La lutte contre les accapareurs de farine et d'essence a commencé. Par ces mesures, la Résistance Palestinienne et les forces patriotiques libanaises favorisent l'organisation des paysans du sud pour la résistance contre les agressions israéliennes qui viennent de recommencer contre cette région.

AVEUX SIONISTES :
L'AGRESSION SYRIENNE
AU LIBAN SERT
DIRECTEMENT ISRAËL

Un dirigeant israélien a déclaré : «Nos objectifs coïncident avec ceux des Maronites. Comme eux nous ne voulons pas que le Proche-Orient tombe sous domination arabo-islamique, comme eux, nous refusons que l'OLP devienne une force politique et militaire au Liban, comme eux, nous préconisons un transfert des Palestiniens dans d'autres pays arabes...» D'autre part, le général Ghur, chef d'état-major des forces armées sionistes, a indiqué que «l'accord passé avec l'Égypte et la guerre du Liban a permis aux forces israéliennes de se préparer activement à une guerre totale». On ne peut être plus clair ! D'un côté, les sionistes collaborent étroitement avec les forces qui tentent de liquider la Résistance Palestinienne, de l'autre se préparent à une agression des pays arabes.

AFRIQUE DU SUD :
LES COLONS TIRENT AU CAP
GRÈVE DE TROIS JOURS À SOWETO

«Les chances de réussite sont difficiles à estimer parce que cela dépend de beaucoup d'impondérables» a déclaré Kissinger avant de partir pour l'Afrique du Sud. En précisant qu'il les estimait toutefois supérieures à une chance sur 20, ainsi que l'estime un membre du Congrès.

Il arrivait hier à Dar Es Salam en Tanzanie. Il doit également se rendre en Zambie, pour essayer de rompre

le front des pays africains, constitué notamment autour de la lutte armée du Zimbabwe. Kissinger n'a aucune chance de ce côté : le sommet de Dar Es Salam a rejeté toute initiative qui irait à l'encontre des objectifs de la lutte armée. Ce qui est précisément le projet de Kissinger : l'un des points clefs de sa tournée se tiendra aujourd'hui à Pretoria, où il rencontrera Vorster et Smith pour tenter de sauver les régimes des colons.

Pour la première fois des groupes de colons blancs, qui n'étaient pas dans la police, ont tiré sur une manifestation. Deux métis du Cap ont été assassinés ainsi au cours d'une manifestation dans le centre ville réservé aux blancs où ils ont protestés pendant longtemps.

A Soweto une grève de 3 jours a commencé hier. La plupart des entreprises sont arrêtées. Au Cap, les manifestations et les grèves se multiplient dans les centres hospitaliers. Les infirmières métisses de la clinique Nico Malau se sont mises en grève et ont manifesté contre les brutalités po-

licières. Elles liaient leur protestation à des revendications anti-apartheid : «Pourquoi devrions-nous travailler si nous touchons la moitié du salaire de nos collègues blanches», disent-elles. Dans la banlieue du Cap, les manifestants ont occupé des entreprises qui ont été ensuite fermées.

L'escalade raciste en Afrique du Sud, marquée par les assassinats organisés par les colons, est organisée par Vorster : «L'agitation doit cesser immédiatement, sinon d'autres mesures seront prises», a-t-il menacé, il y a quelques jours.

• POLOGNE :
«C'est encore une mauvaise année pour l'agriculture», a déclaré le premier ministre polonais, en accusant la sécheresse d'être responsable des faibles récoltes.

«L'augmentation des importations de grains, jusqu'à sept millions de tonnes l'an dernier, a permis de surmonter les problèmes d'alimentation mais n'a pu empêcher la perte de deux millions de porcs et d'un demi-million de têtes de bétail». Pas de viande, pas de grains, tel est le bilan de Gierek.

• NORD SUD :
Les quatre commissions de la conférence sur la coopération économique reprennent leurs travaux aujourd'hui, avenue Kléber. Vingt-sept pays sont représentés.

• ISRAËL-AFRIQUE DU SUD : Dans un rapport de 28 pages, la sous-commission de l'ONU contre l'apartheid révèle que les liens entre Israël et l'Afrique du Sud se sont renforcés après juin 67 et octobre 73. «Affaiblis par les progrès de la lutte de libération et de plus en plus isolés par une solidarité arabo-africaine grandissante, les deux régimes ont eu recours à une collaboration toujours plus étroite dans tous les domaines» souligne le rapport.

SAHARA OCCIDENTAL :
MENACES MAROCAINES

«Nos garnisons militaires sont partout sur le territoire du Sahara Occidental, mais ces garnisons sont exposées à des attaques surprises de plus en plus meurtrières, et le Maroc subit des pertes assez graves». Cet aveu est formulé par le secrétaire général de l'USFP, Bouahid. Ce parti de gauche s'est fait l'adjoint du bourreau Hassan dans sa conquête et sa tentative d'extermination du peuple

saharoui. Aujourd'hui, c'est les patriotes saharouis qui sont à l'offensive. En un an, ils ont mis en difficulté le régime marocain.

«Une contre-offensive marocaine est absolument nécessaire», affirme Bouahid qui déclare également que «le risque de guerre entre l'Algérie et le Maroc est réel». Le régime marocain menace à la fois d'aggraver son agression contre le Sahara et de

préparer une guerre avec l'Algérie, en essayant, comme il l'a toujours fait de nier le F.Polisario et la volonté du peuple saharoui en prétendant que c'est l'Algérie qui organise la guérilla. Il accroît délibérément les tensions au sein du Maghreb, faisant planer une menace de guerre au sein du Tiers Monde, tensions nées de la seule entreprise d'annexion du régime marocain.

INTERNATIONAL

L'HOMMAGE DU PEUPLE CHINOIS A MAO TSE TOUNG

RESTER FIDÈLE AUX DERNIÈRES VOLONTÉS DU GRAND DIRIGEANT EN MENANT JUSQU'AU BOUT LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE.

Au pied de la dépouille, une couronne porte cette inscription : «Votre élève et votre compagnon d'arme Kiang Tsing avec Mao An-tsing, Ti-min, Ti-na, Mao Yuan-tche et Mao Yuan-sin». Elle émane de la camarade Kiang Tsing, membre du Bureau Politique du Comité Central du Parti Communiste Chinois et veuve du grand disparu.

La cérémonie a commencé à 10 heures, aux accents de la musique funèbre exécutée par l'orchestre de l'Armée Populaire de Libération de Chine. Dans une atmosphère solennelle et recueillie, empreinte d'une grande affection et d'une profonde vénération, les dirigeants du Parti et de l'Etat, debout, se sont recueillis et inclinés devant la dépouille mortelle du président Mao. Puis ils ont veillé le corps.

De grand matin, des milliers de personnes ont commencé à défiler par groupes, à partir de la Place Tien An Men, pour s'incliner devant la dépouille de Mao Tsé-toung. Venus de tous les coins de la capitale et de toutes les provinces de Chine, ses vieux compagnons de route, les vétérans de la Longue Marche, les an-

ciens gardes rouges qui luttèrent à l'époque sous sa direction dans les monts Sing-Kiang, les anciens combattants de la 8^e armée de route contre l'invasisseur japonais, les vétérans de la guerre de libération populaire ou les gardes rouges qui se sont distingués pendant la Grande Révolution Culturelle, les combattants révolutionnaires prolétaires qui donnent l'exemple dans la lutte de critique contre Lin Piao, Confucius et Teng Siao-ping, les représentants de régions où Mao Tsé-toung a effectué de grandes activités révolutionnaires, n'ont pu contenir leur tristesse. Ils ont tenu à manifester la profonde affection qu'ils éprouvent, pour le compagnon et le grand éducateur disparu, et en même temps, affirmer leur fidélité à la pensée et à la ligne définie par le dirigeant révolutionnaire.

Dès l'annonce de la nouvelle, redoutée depuis plusieurs jours, la capacité du peuple chinois à s'emparer de la pensée du président pour poursuivre la lutte pour l'édification du socialisme s'est traduite par des initiatives concrètes : dans l'usine des machines et appareils

électriques de Shanghai, que le président Mao a inspectée, 8 000 ouvriers et employés ont tenu une cérémonie dans la grande salle où le président a passé avec eux, il y a 15 ans, la grande fête du 1^{er} mai. Dans la journée du 11, jour de repos de l'usine, ils sont venus travailler pour honorer sa mémoire par leur action concrète.

Travailler pour accroître la production et construire le socialisme, tout en donnant la priorité à l'éducation politique, est un

moyen privilégié d'honorer la mémoire du grand dirigeant, et le peuple chinois s'en est emparé avec une nouvelle vigueur : en apprenant la nouvelle de la mort du président Mao, ouvriers et cadres de la 3^e centrale électrique de Tien-Tsin, dont le président avait fait l'éloge, ont continué de travailler à leur poste ; dès l'après-midi de vendredi, ils convoquaient une réunion de critique de Teng Siao-ping, et achevaient ensuite avec succès tous les projets d'innovation et de

transformation technique de l'usine, accomplissant ainsi leur tâche avant terme.

La nécessité de continuer la lutte contre la ligne révisionniste de Teng Siao-ping est d'ailleurs remise au premier plan par la presse de Pékin, qui dès le 12 septembre, publiait une violente critique de celui qui s'est couvert d'un langage révolutionnaire pour tenter de restaurer le capitalisme ; elle a rappelé la mise en garde rédigée

par Mao Tsé-toung en 1964, mise en garde contre les cadres que Teng avait essayé d'étouffer : «La classe des bureaucrates, d'une part, la classe ouvrière et les paysans pauvres et moyens pauvres de l'autre, sont deux classes en opposition aiguë», «devenus ou en train de devenir des éléments bourgeois qui sucent le sang des ouvriers, ces gens-là sont la cible de la lutte, la cible de la Révolution ; dans le mouvement d'éducation socialiste, il ne faut en aucun cas s'appuyer sur eux. Nous ne pouvons compter que sur les cadres que nulle haine n'oppose aux ouvriers et qui sont animés d'un esprit révolutionnaire».

Ainsi le peuple chinois, instruit par la pensée maotse-toung et par plus de 30 ans de lutte contre les oppresseurs étrangers et les réactionnaires, puise dans sa douleur une nouvelle énergie pour remporter des victoires qui sont autant d'hommages à celui qui l'a instruit et guidé, et se prépare avec confiance à des luttes nouvelles parce qu'il sait qu'elles sont la condition nécessaire pour poursuivre en Chine l'édification du socialisme.



CATALOGNE :

Espagne :

L'opposition rejette le programme de Suarez

«On dit parfois que la montagne a accouché d'une souris mais cette fois, on ignore de quoi elle a accouché» a déclaré Camacho en réponse au discours de Suarez qui proposait des élections pour juin 77. Peu ou prou, tous les partis de la coordination démocratique ont rejeté le programme de Suarez, trouvant qu'il n'avait pas assez fait de concessions. Selon la direction du PSOE, Suarez «n'a pas écouté les exigences de l'opposition démocratique qui réclame la liberté pour toutes les organisations politiques et pour tous les syndicats». Autrement dit, la coordination démocratique exige avant toute discussion, la légalisation effective des partis, et notamment du parti révisionniste espagnol. La coordination démocratique, utilisant largement la puissance du mouvement de masse, tente d'arracher les concessions les plus larges de la part de Suarez. La répression au pays basque d'une grève de 24 h avait lieu hier, et en Catalogne où la manifestation de Poblet a été réprimée dimanche, montre que le projet de Suarez va contre la volonté des masses à laquelle il se heurte fondamentalement.

● Tarragone (Catalogne) : la marche de la liberté violemment réprimée

Les participants à la marche de la liberté arrivaient dimanche à Tarragone, le terme de leur marche de dix semaines à travers la Catalogne. La police a violemment chargé quand

les marcheurs ont abordé le centre-ville. Pendant toute la journée, des affrontements ont eu lieu. Des arrestations très nombreuses ont été opérées.

200 000 MANIFESTANTS A BARCELONE

Toutes les composantes du peuple catalan s'étaient rassemblées sur la grand-place. Les ouvriers de Motor Iberica et Standard-ITT, qui ont mené les luttes les plus significatives de la dernière période avaient tenu à y être représentés en tant que tels.

Alors que les représentants les plus qualifiés de la bourgeoisie catalane, pour la première fois associés à une telle manifestation venaient souligner leur attachement récent à leur personnalité nationale, le porte-parole de l'Assemblée de Catalogne devait rappeler les préalables posés par l'organisme qui rassemble la grande majorité des organisations politiques et sociales de la nation.

Dès le premier moment de la rupture, un gouvernement provisoire doit être constitué dans chaque nationalité de l'Etat espagnol. Ce sont ces gouvernements représentatifs de toutes les forces politiques, et non celui qui serait issu du jeu des institutions franquistes ou néo-franquistes, qui doivent être

les garants de l'exercice effectif des libertés démocratiques, et de l'amnistie «laboral» également exigée. Les applaudissements nourris de la foule très favorable à l'assemblée, l'ovation faite au message du président Tarradellas, qui, de l'exil assume la permanence des institutions catalanes, niées depuis 40 ans par le franquisme, indiquaient que c'est bien ainsi que l'entend le peuple catalan.

A la suite du meeting, les Barcelonais se sont rendus massivement au rassemblement traditionnel du 11 septembre : la place où du temps de la république s'élevait la statue du héros national Rafael Casanovas. L'endroit étant complètement occupé par les brigades spéciales de la police armée, c'est sur les Ramblas, le lieu de promenade traditionnel des citoyens de Barcelone, qu'ils devaient se retrouver. L'avenue, noire de monde, était plongée dans un silence impressionnant. Alors que les «geises», partout présents,

s'essayaient, sans grand succès, à quelques provocations, c'est encore une fois un témoignage de grande unité nationale qui était donné par le peuple.

Le gouvernement de Suarez a dû concéder la légalité de cette manifestation pour ne pas compromettre son image «démocratique», pour ne pas s'opposer trop ouvertement à une bourgeoisie catalane qu'il entend bien se concilier mais qui prend de plus en plus ses distances par rapport à un pouvoir totalement déconsidéré. Mais cela est incapable de cacher la faiblesse de ces propositions politiques, très en retrait par rapport aux revendications des masses et qui ne reconnaissent en rien les aspirations nationales des peuples minoritaires de l'Etat espagnol.

Les manifestations du 11 septembre, ainsi que celles qui devaient se dérouler le lendemain à Poblet pour la clôture de la marche de la liberté, constituent à cet

égard une première réponse de masse.

Amnistie ! Liberté ! Statut d'autonomie ! Vitoria, Fuenterrabia, Almeria, grèves, le peuple n'oublie pas ! Vive la Catalogne libre !

Les cris, les drapeaux catalans et basques, fraternellement mêlés à Saint-Boi témoignent que les Catalans n'ont rien cédé de leurs objectifs fondamentaux de lutte, ils montrent que les masses tiennent un compte rigoureux des crimes du franquisme à visage nouveau et qu'ils les feront payer à leurs auteurs, ils annoncent les prochaines difficultés du pouvoir Juan Carlisle qui, sans avoir vraiment réussi à s'attirer à lui une fraction notable de l'opposition espagnole, bute aujourd'hui sur un puissant mouvement de masse, où la revendication nationale prend une grande part.

DANS NOTRE COURRIER

Du miel radio-actif...

L'autre jour, incidemment à la table familiale, j'ai appris quelque chose d'intéressant : mon père est apiculteur et assez familier du monde des responsables syndicaux et administratifs. C'est ainsi qu'il connaît bien les responsables agricoles de la section apicole de l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique), et voici ce que lui a dit un scientifique responsable de cette section : «Tous les jours nous faisons des prélèvements de miel chez les apiculteurs amateurs voisins de la centrale nucléaire de Freschenheim. Comme leurs ruches ne transhumant pas, nous sommes sûrs que le miel provient des fleurs de la région ; comme chaque année, j'ai donc prélevé du miel et je l'ai donné au laboratoire d'analyses de Marcoule,

et ô surprise, ils ont trouvé 4 fois plus de strontium (déchet radio-actif qui se fixe dans le calcaire des os) que d'habitude. Les ingénieurs ont douté. Je suis donc personnellement retourné chez cet apiculteur. Nouveaux prélèvements, résultats identiques». Puis, il a ajouté quelque chose du genre : «Le rapport va mettre un an pour monter. Et puis après...». C'est clair, les preuves du danger réel sont connues du pouvoir politique qui les cache. Combien de rapports sont enterrés, identiques ? Il faudrait que les ingénieurs de Marcoule parlent, les travailleurs doivent savoir la vérité, la science n'est pas neutre et les scientifiques doivent choisir leur camp».

Un lecteur de Vitry

UN GUADELOUPÉEN POSTIER AU PLM PARIS

«LA SOUFRIÈRE EST UN FILS DE GUADELOUPE»

Les enfants du pays, désespérés en France ; un pays qui attend ses enfants (En peï ki kaatan' ti moun' aye). Les Antillais sont inquiets tant ceux de la Martinique : le volcan en cas d'explosion peut se faire sentir en Martinique aussi. Martiniquais et Guadeloupéens sont frères d'origine, frères de culture et frères dans l'avenir de ces deux

colonies. Ils s'inquiètent d'abord sur le fait que leurs parents sont déplacés de la Guadeloupe vers la Grande Terre, laissant leur bétail, leur case, tout ce qu'ils ont pour les gendarmes qui les conseillent, ou peut-on dire les obligent à évacuer afin qu'ils puissent vendre leur bétail à vil prix sur les marchés des exploitants capitalistes aux petits pieds. La plus grande

inquiétude est celle des enfants du pays qui veulent aller en vacances sur leur terre natale qui, hélas est menacée par le volcan qui bouleverserait tout le pays.

Certains demandent que l'explosion ait lieu le plus vite possible, que le pays ne vive plus dans l'inquiétude : d'autres que cela s'apaise plus tôt ou bien n'ont pas confiance en ces vulcanologues qui, après tant d'études sur les

volcans, se font repousser par le volcan qui avait été jugé inoffensif. D'autres «assimilés» peut-on dire, enfin ceux qui ont été manipulés par le colonialisme et qui n'ont pas riposté disent : «Que le volcan éclate ou craque, ou explose, je suis en France, je ne retournerai pas en Guadeloupe avant la fin de mes jours : ceux-ci, ils sont en très petit nombre ce sont eux les «français d'outremer» qui oublient leur patrie et les bienfaits de leurs frères qui mènent toujours une lutte pour que le pays soit libre et soit aux mains du peuple.

Mais nous disons : «Ce n'est pas la peine qu'on nous fasse du chantage et qu'on nous force à laisser nos régions et à faire le va et vient, que l'explosion soit proche ou pas. Nous avons déjà eu des explosions. Nous savons nous y prendre ! La soufrière est un fils de la Guadeloupe. La soufrière sé ti moun' gouod' toup' os'».



La Soufrière.

Témoigner sur les exactions de la police

A la suite de notre article sur la dernière «bavure» de Toulon, un lecteur nous écrit :

«La plupart des exactions policières restent certainement inconnues de la presse, et en tous cas de la presse nationale. Ainsi cette affaire qui est arrivée à mes frères, à la fin de 1974, et justement aussi à Toulon. Mais cette fois, c'était des gendarmes.

Mon frère avait garé son camion une dizaine de minutes pour faire demi-

tour, devant une sortie de garage. Il n'en fallut pas plus pour qu'un habitant de la maison appelle les flics en prétendant qu'il y allait avoir un cambriolage. Il nota sûrement le numéro d'immatriculation. Mon frère rentra chez lui normalement, mais c'est le lendemain matin que les gendarmes vinrent l'embarquer après avoir forcé la porte. Ils emmenèrent aussi mon autre frère qui était là. Et, pendant une journée et une nuit entière, les gen-

darmes de Toulon les ont gardés, les rouant de coups, les aspergeant d'eau, nus et attachés. Ils ne cessaient de crier «tu vas avouer que tu as piqué !», mais mon frère, qui est solide, ne se laissa pas faire. Heureusement, quelqu'un savait qu'ils avaient été arrêtés et on est allé les chercher à la gendarmerie. Mais si personne n'avait été au courant, il y a beaucoup de chances qu'ils y soient restés. A Marseille, il y a plusieurs affaires de ce

genre, sans compter, les «bavures» récentes.

Finalement, ils durent les relâcher le lendemain. A l'époque, nous n'avons rien fait, pas porté plainte. Vous devriez publier cette histoire pour inciter vos lecteurs à envoyer, à chaque fois qu'ils en ont connaissance tous les témoignages de sévices et de brutalités policières, afin de mettre en accusation la politique policière de la bourgeoisie».

Un lecteur de Toulon

Un jour révolution viendra, et l'impérialisme mourra !

Chers camarades

Je suis sympathisante du Parti depuis début juin, j'ai quinze ans et je suis lycéenne. Je lis le Quotidien du Peuple. J'ai confiance en ce que fait le Parti, c'est d'ailleurs pour cela que j'ai écrit un poème que je vous envoie. J'espère en écrire d'autres que je vous enverrai.

Aline
Oyonnax

VIVONS POUR LA LIBERTÉ

Nous, peuples opprimés,
Dont le sang a si souvent
Et coulera encore pendant
des années,
Nous ne voulons plus être
traités,
Traités comme des bêtes
enchaînées.
Un jour révolution viendra,
Et l'impérialisme mourra !
Le prolétaire pourra enfin
vivre,

Vivre en liberté.
Chacun vivra dans la même
égalité.
Venez vous joindre à nous,
peuples opprimés
Pour que plus vite l'impérialisme
soit supprimé.

Aline

EN HOMMAGE AU CAMARADE MAO

Que les cents fleurs écarlates
de l'internationalisme prolétarien,
camarade Mao,
tissent dans le ciel communiste
un immense drapeau
pour saluer ton souvenir.
Impérissable souvenir
au cœur des peuples opprimés,
au cœur des peuples déjà libérés.

Camarade Mao,
Tu peux dormir du paisible sommeil.
Ta mort a plus de poids que le mont Taichan.

Camarade Mao,
tu peux dormir en paix.
Tu sais que la lutte continue.

Elle s'amplifiera, cette lutte,
d'aube rouge en aube rouge
jusqu'au soleil triomphant
de la libération mondiale de tous les opprimés.

Camarade Mao,
écoute le bruit sourd et têtus
des peuples en lutte :

Ouvriers des pays de l'Est
qui parfois dans la rue descendent
pour scander à l'oreille de la trahison révisionniste
que les masses sont le marteau
sur l'enclume de l'Histoire,

Paysans vietnamiens

qui dans la terre rudement reconquise
plantent le riz florissant de la paix,

Militants d'Amérique Latine
qui, dans les terribles tenailles de l'impérialisme U.S.,
esquissent encore le pâle sourire
de l'espoir communiste,

Peuples d'Afrique
qui au tam-tam de la lutte armée
rejetent à la mer
les corbeaux noirs venus d'Europe,
et d'Amérique et d'URSS,

Paysans d'Albanie
qui montent à l'assaut des montagnes
avec leurs camarades ouvriers
pour y planter
le drapeau de la libération économique,

Travailleurs exploités du monde capitaliste
qui, de grève en fusils brandis,
sauront, un jour,
au creuset du Parti,
forger les armes de la révolution.

Camarade Mao, de village en continent,
tu l'entends,
le bruit sourd de nos luttes,
et nous ferons, sois-en sûr,
et nous ferons de la terre entière
le grand jardin fleuri du socialisme.

Jeudi 9 septembre 1976 Paule SACONNET

«Il faut analyser la nouvelle politique néo-coloniale en Afrique...»

Une camarade me fait parvenir de temps en temps votre journal. Je le trouve très intéressant. Intéressant, il l'est dans l'originalité de sa présentation, et tranche nettement avec la presse d'argent, ou de gauche, inondée par la publicité. Vous abordez les questions de la lutte de la classe ouvrière sous un angle nouveau que j'apprécie fort bien. Vous faites malheureusement très peu de place à l'Afrique. Bien sûr, vous consacrez des articles sur ce que la presse appelle «les points chauds», Moyen Orient, Afrique du Sud. Mais l'esquisse d'analyse des régimes néo-coloniaux, spécialement ceux dits «progressistes» est importante. La falsification du marxisme est

devenue la meilleure tactique de l'impérialisme, aidé en cela par la nouvelle bourgeoisie d'état. La récupération de l'idéologie de la classe ouvrière sert à camoufler le néo-colonialisme, forme plus subtile de colonialisme.

Je pourrai, dans la mesure où vous me donnez votre accord, vous apporter une modeste contribution dans l'analyse de cette nouvelle politique néo-colonialiste.

Avec tous mes encouragements et soyez assurés de ma sympathie et de ma solidarité.

un lecteur
du Congo-Brazzaville

**1er ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

Voici déjà près d'un an que le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux repérages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abonnements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards passés dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies..., dont nous publions la liste complète ci-dessous.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- * Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismaïl Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

* Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche) Dansons avec les travailleurs immigrés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 - «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
 - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
 - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
 - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
 - ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
 - ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Bôyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

- Réception de la brochure Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml.

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

- Abonnement normal. 300 F
- Abonnement de soutien. 500 F
- Abonnement de soutien. F

- Mode de Versement :
- En une fois
 - En trois fois

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix
Découper suivant le pointillé et renvoyer au
Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

POUR UNE RUBRIQUE SPORTS

Aujourd'hui, à l'usine, au bureau, on discute peut-être plus de football ou de rugby que de cinéma ou de littérature. C'est avec intérêt que les travailleurs évoquent les événements et exploits sportifs suivis à la télévision ou même ceux qu'ils ont réalisés comme pratiquants. Même si un Français sur dix seulement pratique régulièrement un sport, même si quinze millions de Français n'ont jamais pratiqué de sport, l'intérêt pour l'exploit sportif reflète un plaisir réel à voir du sport (dans certaines épreuves sportives les gestes des sportifs ont quelque chose à voir avec une pratique artistique : cf les exhibitions de la roumaine Nadia Comaneci en gymnastique aux Jeux Olympiques de Montréal).

Mais il est vrai que des millions de jeunes et de travailleurs doivent se contenter de vivre le plaisir de l'activité sportive par vedettes interposées.

Dans la société capitaliste, la bourgeoisie sabote le sport de masse d'une part en

limitant les crédits pour les équipements sportifs (piscines, gymnases, stades) et en imposant de telles conditions de travail et de vie aux masses populaires, qu'elles les détournent d'une activité sportive régulière ; d'autre part, en véhiculant son idéologie sportive où ce sont l'individualisme et le championisme qui dominent.

En effet, contrairement à ce qu'affirme la bourgeoisie, le sport comme tous les aspects de la vie porte la marque de son idéologie et des rapports capitalistes d'exploitation. Et de plus en plus, le sport est un terrain de choix sur lequel elle compte pour diffuser son idéologie parmi le peuple (cf. : la fièvre verte et la tentative de réaliser cette «union du peuple de France» sous la bannière des «Verts» ; le championisme, le culte de la vedette avec Drut aux Jeux Olympiques ; la recherche du renom et la promotion individuelle : les exploits des «champions» sont utilisés pour développer

l'idée qu'il est possible dans cette société de s'en sortir individuellement à la force du jarret ou du poignet quelle que soit son origine sociale : ainsi Thévenet, fils de paysan est devenu coureur cycliste pour échapper à la condition de travailleur de la terre).

D'ailleurs, les révisionnistes qui prétendent lutter pour le développement du sport de masse inculquent dans leurs publications sportives (page sportive de l'Huma, Miroir Sprint, ouvrages spécialisés) eux aussi cette idéologie (par exemple en mettant en avant la RDA où le «sport de masse» n'est destiné qu'à former des vainqueurs de médailles, et où devenu «champion», il permet d'obtenir des privilèges par rapport aux travailleurs).

Pourtant, aujourd'hui, un mouvement de rejet, de dégoût pour la conception bourgeoise du sport commence à se dessiner. Il existe déjà des expériences où des jeunes, des travailleurs s'engagent dans une autre prati-

que du sport. Ce sont ces expériences qu'il nous faut mieux connaître, approfondir et populariser.

Mais tout en soutenant ces expériences progressistes de pratiques sportives, il nous faut combattre les illusions comme quoi on peut changer le sport sans changer la société.

Notre objectif principal dans l'étape actuelle, c'est en s'appuyant sur les aspirations et la mobilisation des jeunes et du peuple, aider à développer à travers un autre type de sport, un autre type de rapports dans l'exercice du sport qui aille dans le sens de l'unité populaire et de la lutte contre la bourgeoisie.

Pour commencer à apporter des réponses sur toutes ces questions, nous pouvons organiser avec tous ceux, sportifs ou non, qui désiraient y participer, une série de débats à partir d'expériences concrètes en rupture avec les pratiques sportives dominantes. C'est à tous les lecteurs de se faire ici l'écho

des nombreuses expériences où s'affirment et se développent une conception progressiste du sport.

Ouvrons aussi un large débat d'idées avec tous les sportifs progressistes (cf. interviewes de Dogliani, Rocheteau dans «Rébelles»).

Nous voudrions également débattre des événements et des exploits sportifs en essayant d'analyser les tenants et les aboutissants, les causes et les conséquences.

Pour qu'un réel débat s'engage, que les lecteurs envoient leurs idées, leurs propositions, sur les thèmes à aborder dans une rubrique sports et fassent connaître les expériences de pratiques sportives en rupture avec le sport bourgeois qu'ils connaissent ou auxquelles ils participent.

Le sport, c'est aussi l'affaire des masses.

Alain DESAVE

PROGRAMME TÉLÉ

MARDI 14 SEPTEMBRE

TF1

13 h 00 - JOURNAL
13 h 45 - Restez donc avec nous
14 h 50 - Colditz. Feuilleton
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - Chasser en France
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 45 - Le village englouti. Feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Variétés
21 h 30 - Le sens de l'histoire
22 h 35 - Ombre et lumière
23 h 35 - JOURNAL et fin

A2

15 h 00 - Mission impossible. Série
18 h 35 - Le palmares des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 45 - Chacun chez soi. Jeu
20 h 00 - JOURNAL
20 h 35 - Les dossiers de l'écran. L'église en danger. Film américain. Le visiteur
23 h 30 - JOURNAL et fin

FR3

18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 55 - Journal
20 h 00 - Jeux de 20 heures
20 h 30 - L'attaque de la majle poste. Film américain. 1951
21 h 50 - JOURNAL et fin

feuilleton

LA VERITABLE HISTOIRE DE AH Q

UNE NOUVELLE DE LOU SIN

CHAPITRE 9

LA GRANDE FINALE

Le vol dont fut victime la famille Tchao causa chez la plupart des habitants de Weitchouang beaucoup de joie et une certaine frayeur ; Ah Q aussi partageait ces sentiments. Or, quatre jours plus tard, au milieu de la nuit, Ah Q fut subitement arrêté et amené à la ville. Par une nuit d'encre, une escouade de soldats, une de miliciens, une de gendarmes et cinq policiers arrivèrent furtivement au village. Profitant de l'obscurité, ils cernèrent le Temple de la Protection des Récoltes et placèrent une mitrailleuse juste en face de la porte d'entrée, mais Ah Q ne s'élança pas dehors. L'attente fut longue ; rien ne bougeait. Finalement, le capitaine s'impatienta ; il offrit une prime de vingt mille sapèques à ceux qui se risqueraient dans le Temple pour en ouvrir le portail. Deux miliciens courageux escaladèrent le mur et grâce à l'action combinée de l'intérieur et de l'extérieur, toutes les escouades se précipitèrent dans le temple d'un seul mouvement, empoignèrent Ah Q et l'entraînèrent ; le malheureux ne se réveilla qu'une fois arrivé près de la mitrailleuse dressée dans la rue.

Il était midi lorsqu'ils arrivèrent à la ville. Le prisonnier fut mené à la maison du gouvernement local, dont les bâtiments étaient fort délabrés. Après lui avoir fait faire cinq ou six détours à travers différentes cours, on le poussa dans une petite pièce. A peine avait-il trébuché sur le seuil, que la porte faite de barreaux de bois se referma sur ses talons. Des trois autres côtés, il y avait des murs sans fenêtres ; une inspection plus attentive lui révéla qu'il y avait deux hommes dans un coin.

Bien qu'un peu effrayé, Ah Q ne se sentait pas trop déprimé, car sa chambre à coucher dans le temple n'était pas plus confortable que cette cellule. Les deux hommes semblaient être des villageois comme lui, et bientôt ils se mirent à bavarder avec lui.

L'un dit que le Licencié lui réclamait les fermages de son grand-père. L'autre dit qu'il ne savait pas pourquoi il était là. Quand ils demandèrent à Ah Q la cause de son arrestation, il répondit sans hésiter :

- Parce que je voulais faire une rébellion !

Dans l'après-midi, on le retira de derrière ses barreaux pour le mener dans une grande salle où un vieillard à la tête rasée était assis à la place d'honneur. Ah Q pensa d'abord qu'il s'agissait d'un bonze, mais il y avait une rangée de soldats alignés au bas de l'estrade et des deux côtés une dizaine de personnages en robe longue. Les uns avaient des cheveux coupés ras comme le vieillard, les autres des cheveux longs d'un pied flottant sur le dos comme le Faux Diable étranger. Ils avaient tous une expression brutale et regardaient Ah Q avec colère. Ah Q comprit que le vieillard occupait sûrement quelque poste important ; aussitôt ses genoux se plièrent d'eux-mêmes sous son corps et il se prosterna.

- Restez debout pour parler ! Pas à genoux ! crierent en chœur les personnages à robe longue.

Bien que Ah Q parut comprendre ces paroles, il ne parvint pas à se redresser ; son corps se ployait malgré lui, il s'accroupit et finalement se remit sur ses genoux.

- Quelle mentalité d'esclave ! dirent avec mépris les hommes à longue robe, et pourtant ils ne lui intimèrent plus l'ordre de se relever.

- Avoue toute la vérité, cela t'évitera bien des

souffrances. Il y a longtemps que je connais toute ton histoire. Une fois que tu auras tout avoué, tu seras remis en liberté. Le vieillard à tête rasée parlait d'une voix calme et claire, le regard fixé sur Ah Q.

- Avoue, répétèrent les hommes à longue robe d'une voix forte.

- Je voulais venir... pour... Ah Q, après avoir confusément réfléchi, se mit à parler en phrases hachées.

- Dans ce cas, pourquoi n'es-tu pas venu ? demanda avec douceur le vieillard.

- Le Faux Diable étranger ne me l'a pas permis !
- C'est absurde ! d'ailleurs, il est trop tard pour parler ainsi maintenant. Où sont ceux de ta bande actuellement ?

- Comment ?

- Ceux qui ont pillé la famille Tchao !

- Ils ne sont pas venus m'appeler, ils ont tout emporté pour eux ; d'en parler, Ah Q se sentit de nouveau tout indigné.

- Où sont-ils allés ? dis-le et tu es libre. Le vieillard était de plus en plus doux.

- Je ne sais pas, ils ne sont pas venus m'appeler...

Le vieillard fit un signe des yeux et Ah Q fut ramené derrière ses barreaux. La deuxième fois qu'il en sortit, ce fut au cours de la matinée du lendemain.

Dans la grande salle, tout était disposé comme la veille, le vieillard à tête rasée siégeait sur son estrade et Ah Q s'agenouilla de nouveau.

Le vieillard lui demanda avec douceur :

- As-tu quelque chose à ajouter ?

Ah Q réfléchit, ne trouva rien à dire et répondit :

- Non, rien.

(à suivre)

LE CHILI

3 ANS APRÈS LE COUP D'ÉTAT FASCISTE _2_

LA RESISTANCE: UN SECOND SOUFFLE

Où en est la Résistance au Chili ? Tous ceux qui dans le monde entier se sont mobilisés contre le coup d'état fasciste du 11 septembre 73 se posent cette question. Il n'est pas possible d'apprécier correctement les progrès accomplis par la Résistance en 76, si l'on ne se réfère pas à l'état d'extrême faiblesse, à la désorganisation, comme à la destruction qui caractérisent les organisations syndicales et politiques jusqu'au début 75. Car, si dans les jours qui ont suivi immédiatement le coup d'état, s'est développée une Résistance massive, politique et militaire, mais désespérée et désorganisée, ensuite, particulièrement au cours de l'année 74, l'ensemble des forces favorables de près ou de loin à l'Union Populaire a connu un reflux considérable.

Aujourd'hui pourtant, la Résistance a retrouvé un nouveau souffle et, sans être parvenue encore à s'unifier, elle s'exprime de plus en plus nettement, à la fois par des formes légales et clandestines. Cette réactivation de la Résistance s'effectue dans un contexte de répression politique pratiquement inchangé depuis 73, et dans une situation économique qui pèse très lourdement sur le peuple chilien.

Renforcement et «légalisation» du fascisme

L'intégralité des «mesures de sécurité» prises par la junte en 73 reste en vigueur, c'est-à-dire la suspension de tous les droits politiques et syndicaux. Mais de surcroît, à l'exemple de l'Uruguay, ou de «l'institutionnalisation» de la dictature brésilienne, la junte chilienne vient de décider de séparer formellement l'exécutif du législatif, en créant 4 commissions chargées de préparer les décrets-loi. En fait, il s'agit évidemment d'une part de jeter un écran de fumée dont se satisferont aisément les démocraties bourgeoises occidentales, d'autre part de parfaire et renforcer la mainmise de l'armée de la grande bourgeoisie sur tous les secteurs de la vie du pays. Par exemple, à l'université, une nouvelle organisation est mise en place : un soi-disant «Conseil Supérieur des Etudiants» prétendra désormais représenter tous les étudiants chiliens. Dans le même processus de «légalisation», le gouvernement fasciste de Pinochet affirme qu'il est «respectueux de l'autonomie et de la liberté syndicale, de la Constitution et des lois». Les lois et la Constitution que les fascistes se sont données ! Les lois qui institutionnalisent les syndicats permis par Pinochet sont constituées par une liste impressionnante de suspensions : suspension du droit de grève et du mécanisme de conventions collectives ; les révisions de salaires doivent faire l'objet d'un décret-loi ;

suspension des assemblées syndicales qui sont soumises à un préavis, véritable autorisation préalable ; suspension du droit d'élire les dirigeants syndicaux. L'élection est remplacée par la désignation des travailleurs les plus anciens dans l'usine. Or ceux qui restent sont bien souvent ceux qui ont échappé aux purges et aux licenciements massifs d'après 73 et n'ont aucune envie de s'occuper du syndicat. Ceci aboutit, à mettre en sommeil ou à paralyser les syndicats, tout en les tolérant formellement. Il faut citer encore la suspension de l'inamovibilité des dirigeants syndicaux et la limitation du temps accordé pour les activités syndicales. Malgré toutes ces interdictions, la classe ouvrière arrive à se saisir de ces structures pour faire passer ses revendications. A la différence d'autres pays fascistes, les bourreaux de Santiago n'essayent même pas de mettre sur pied un syndicat officiel fasciste, car ils savent d'avance que c'est peine perdue, tant la haine des fascistes, la conscience de classe et les traditions syndicales de lutte de classes sont fortes dans la classe ouvrière chilienne.

Les tentacules de la DINA

La répression ne s'est pas relâchée. Il y a à l'heure actuelle 7 000 prisonniers politiques au Chili. Même des opposants modérés de la Démocratie Chrétienne ont été expulsés récemment du Chili pour avoir protesté contre la violation des droits de l'homme. Mais la DINA, la Gestapo chilienne, étend aussi ses tentacules à l'étranger. Elle avait jusqu'à ces derniers temps son siège à Madrid. Elle traque les réfugiés et a assassiné ou essayé de le faire plusieurs d'entre eux ; après la mort du général Prats à Buenos Aires, G. Valdés, ancien ministre des affaires étrangères de l'Union Populaire, B. Leighton et M. Tomic de la Démocratie Chrétienne.

Cependant aujourd'hui, ni la poursuite de la répression, ni les mesures prises par les fascistes chiliens ne sont à même d'enrayer le processus de réactivation de la Résistance.

L'isolement intérieur de la dictature

L'isolement intérieur de la junte s'est manifesté avec éclat ces derniers temps. Des prises de positions de certains secteurs de la Démocratie Chrétienne, se mettent sur les rangs pour la succession. Aux déclarations des associations d'avocats dénonçant «les abus des tribunaux chargés des problèmes du travail», en passant par l'église s'ajoutent les prises de position contre la junte qui se sont multipliées : l'archevêque du Chili a demandé notamment le respect des droits des travailleurs et le droit de grève.

La junte doit compter aussi avec la grogne de la petite et moyenne bourgeoisie en difficulté à cause de l'inflation et de la politique de rationalisation à outrance.

Des soupes populaires aux commissions d'usine

Au début de 1976, la résistance s'exprime encore principalement sous une forme spontanée, à travers surtout la solidarité populaire qui se crée autour des emprisonnements, du chômage, de la faim. Sous l'impulsion de familles ouvrières, avec l'appui d'associations catholiques, se créent des «soupes communes» et des «restaurants populaires», première structure de regroupement et de discussion. Les travailleurs



des grandes concentrations (cuivre, acier, charbon) qui ont réussi à maintenir certaines formes d'activité syndicale, combattent les licenciements, et la baisse des salaires, et vont jusqu'à faire la grève.

C'est au cours de l'année 75, que commencent à surgir des formes d'organisation clandestine comme les *Commissions d'usine*, qui elles aussi, luttent pour le droit syndical, pour une amélioration des salaires, contre les licenciements.

Les formes d'organisation se combinent avec l'utilisation des moyens syndicaux légaux. Dans les derniers mois, cela s'exprime par de nombreuses adresses ou délégations de travailleurs dans lesquelles ils signalent leur mécontentement. Les travailleurs de la CAP (Compagnie de l'Acier du Pacifique) de Huachipato ont protesté auprès de Pinochet à cause des bas salaires. Ernesto Vogel de la Fédération Industrielle Ferroviaire a fait une démarche analogue auprès du ministre de l'Intérieur. Osvaldo Martin de l'entreprise ENDESA (électricité) a fait état du «malaise des travailleurs». Ce genre de dé-

marche au niveau d'une fédération entière de l'industrie est importante car il n'existe pas légalement d'organisation syndicale centralisée, comme la CUT (Confédération Unitaire de Travailleurs).

Dans d'autres cas, ce sont des assemblées élargies de délégués qui décident d'aller exposer les revendications des travailleurs, comme celle des employés municipaux à l'échelon de tout le pays. Il y aurait également des Commissions paysannes à la campagne où des milliers de paysans ont été dépossédés de leurs terres.

Les comités de résistance

Leur forme de regroupement est plus complexe ; elle ne se limite pas à l'activité syndicale mais lutte contre toute la politique de Pinochet, et elle s'efforce de donner une direction et une coordination aux Comités qui existent dans les usines, les quartiers populaires et les écoles. Ces comités se livrent à un travail d'agitation important au point que El Mercurio, organe des monopoles chiliens, fait état de ces feuillets de la Résistance dans des «poblaciones» comme San Miguel, la Cisterna et Maipo. Il y a aussi les actions de sabotage. Ces comités sont en même temps un creuset où se retrouvent des militants de toutes les tendances de la gauche chilienne et où se mène un intense débat d'idées non seulement sur les leçons du passé, mais aussi sur les perspectives d'avenir. Il est significatif par exemple que le dirigeant de la «Coordinadora Nacional de Regionales» du PS déclare : «A notre avis, fut détruite au Chili la dénommée voie pacifique ou ce qui est pareil, la dénommée voie chilienne vers le socialisme». Ajou-

tant que les leçons à tirer du Chili ne sont pas comme le prétendent certains, la nécessité d'une direction unique des forces populaires «cette direction-là existait» il souligne que : «Le chemin vers le pouvoir est le chemin de l'insurrection, est le chemin de la lutte armée, et que les luttes légales, la lutte parlementaire, les luttes revendicatives doivent être au service de cette ligne stratégique».

«Si cette ligne était enracinée au sein des masses et des partis qui formaient l'Union Populaire, les événements auraient été différents, l'échec du 11 septembre n'aurait pas eu lieu».

Une autre question est à l'ordre du jour, celle de l'unité de la Résistance. Sur quelles bases la réaliser, pour quel objectif ? Faut-il reproduire les alliances qui ont présidé à l'Union Populaire, ou mettre sur pied un front de classes dirigé par le prolétariat, fondé sur l'unité ouvriers-paysans, luttant pour des objectifs démocratiques et anti-impérialistes, mais capable d'ouvrir la voie au socialisme ? Comment sera battue la dictature ?

Certaines illusions persistent sur l'éventualité d'une défaite de la junte fasciste sous l'effet des pressions internationales, ou par le jeu des contradictions au sein de la bourgeoisie. Une telle position revient à nier le caractère décisif des facteurs internes, et la nécessité d'une lutte prolongée, elle aboutit à désarmer les masses. Ce débat d'idées parcourt la plupart des organisations de la gauche chilienne, il concerne aussi les militants de base du parti révisionniste chilien. Il est probable que l'unité, sur des bases révolutionnaires, de la résistance passera par la cassure nette entre ces tendances et la position qui rejette ces points de vue réformistes.

